

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés unissez-vous !

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MARDI 19 SEPTEMBRE 1978 - N° 750

Commission paritaire N°56 942 Tel. 636.73.76

2, 00 F

**Maire-
Séguy :**

**la
rencontre**

Les observateurs n'ont guère fait de commentaires sur la rencontre lundi après-midi, des deux secrétaires des grandes centrales syndicales. C'est vrai qu'il y a peu à en dire. Du moins dans son contenu. Edmond Maire arrive les mains dans les poches et Séguy a ressorti des tiroirs l'inévitable « semaine d'action avec délégation ». Dans ces conditions, que peut-il sortir de bon pour les travailleurs de tels conciliabules ?

Ce début de rabibochage trouve son explication d'une part dans l'obligation pour Maire et Séguy de faire semblant de se préoccuper de la situation des masses, et d'autre part dans leur tactique de diversion face aux problèmes internes dans les syndicats.

Lire en page 7

**Nouveau coup porté
à l'unité arabe**

**Sadate accepte
la paix séparée**



Manifestation au Caire contre la politique de capitulation de Sadate.

En faisant signer dimanche soir un accord à Bégin et Sadate, Carter est parvenu, après dix jours de tractations très difficiles, à sortir gagnant de la partie très serrée dans laquelle il s'était engagé en prenant en main personnellement les entretiens de Camp David.

En s'engageant à signer un traité de paix dans trois mois, en acceptant un processus de paix séparé sans la Résistance palestinienne, en acceptant des conditions sionistes sur le statut du territoire national du Sinaï, Sadate fait un pas de plus dans la voie de la capitulation où il s'était engagé en allant à Jérusalem l'année dernière.

Mais l'accord qui vient d'être signé peut toutefois s'avérer très fragile. En se présentant comme « global » et en excluant la Résistance Palestinienne, la Syrie, en passant sous silence la question de Jérusalem, l'accord de Camp David n'est probablement qu'un accommodage provisoire. De plus, Carter prétend associer la Jordanie au règlement.

Si l'accord se heurte à l'opposition de la Résistance et du monde arabe dans son ensemble, rien n'indique, de plus, que la paix séparée envisagée à Camp David puisse être conclue dans les délais fixés. En effet, trop de points restent dans l'ombre, qui ne manqueront pas d'être contestés par les sionistes ou par le peuple égyptien. Ainsi, la question de la présence de colonies sionistes dans le Sinaï, que le Parlement israélien devrait discuter dans les quinze jours. Si un coup a été porté à l'unité arabe, rien n'indique que le complet de Carter puisse en fait aboutir.

**Séisme
en Iran :
15 000 morts**

Un des tremblements de terre les plus graves et les plus meurtriers de l'histoire de l'Iran a ravagé la région de Khorassan à l'est du pays. Plus de 15 000 personnes sont mortes dans le séisme qui a détruit la ville de Tabas et une quarantaine de villages environnants. Le nombre des victimes s'explique par l'heure à laquelle le tremblement de terre s'est déclenché : en début de soirée, au moment où la majorité des habitants était chez elle. Ce séisme est le plus important enregistré cette année dans le monde : son amplitude est de 7,7 sur l'échelle de Richter (qui compte 9°).

Lire en page 12

**Sonacotra :
succès
de la journée
portes ouvertes
à Nanterre**

Dimanche dernier, la journée portes ouvertes organisée par les résidents Sonacotra, en lutte depuis trois ans, a connu une affluence importante.

Lire en page 6

**Le turlupin
en difficulté**

Servan-Schreiber risque de perdre son siège au second tour de l'élection de Nancy. La droite recule nettement, totalisant seulement 44 % des suffrages. Le PCF, lui aussi, est en baisse de plus de 4 %.

Lire en page 4

**Terrin : quand
la politicaillerie
s'en mêle...**

Lire en page 5

**Nicaragua : les
villes insurgées
tiennent toujours**

Lire en page 12

**Iran : le point
de vue
de Banisadr**

Economiste iranien, membre du comité pour la défense des droits de l'homme en Iran, militant du mouvement religieux.

Lire notre entretien en page 9

**LE MOUVEMENT ANTI-NUCLÉAIRE
EN BRETAGNE**

**5 000 MANIFESTANTS
CONTRE LA CENTRALE
DE PLOGOFF**

Lire en page 8



Tribune de discussion pour le 3^e Congrès du Parti Communiste Révolutionnaire m-l

Le Comité central a décidé de convoquer le 3^e Congrès du Parti. Depuis 1976 en effet, date du précédent Congrès, les conditions de la lutte révolutionnaire en France et dans le monde ont été sensiblement modifiées : il convient donc que le programme et les statuts du Parti correspondent mieux à la réflexion entreprise pendant deux ans dans ses rangs à propos de ces modifications, ainsi qu'aux progrès effectués dans le cours de son édification.

Le Congrès du Parti aura à examiner une situation mondiale complexe, où facteurs de guerre et facteurs de révolution ont continué à croître simultanément.

D'un côté, en effet, les superpuissances USA et URSS ont intensifié leur rivalité et aggravé les risques d'un conflit mondial en multipliant leurs armements, ingérences, agressions et mainmises aux quatre coins du globe. Dans cette course à l'hégémonie mondiale, le social-impérialisme soviétique accoutumé à se montrer le plus agressif et le plus dangereux : depuis deux ans, il a pris pied dans un certain nombre de pays, a intensifié son infiltration en Afrique notamment, poursuivi son offensive pour diviser les peuples et pays, attisé un certain nombre de conflits locaux, y compris entre pays socialistes, tenté d'utiliser à son profit des luttes de libération.

De leur côté, les USA, tout en louvoyant et manœuvrant en recul, n'ont pas non plus cessé de soutenir et d'armer les régimes les plus honnis, qu'il s'agisse du sionisme, de l'apartheid ou de sanglantes dictatures mises en place par eux dans le monde : la politique impérialiste de Carter s'empêtre aussi dans ses contradictions et ne peut plus dissimuler ses véritables intentions.

Dans le même temps, les pressions des superpuissances sur les pays impérialistes secondaires, et notamment en Europe, qui occupent dans leur rivalité une place stratégique, ont continué à se multiplier. Quoique d'une façon inégale, la crise dans les pays du second monde s'est aussi développée et se prolongera durablement.

De l'autre cependant, la lutte des peuples n'a pas connu de trêve : les guerres de libération, en Afrique centrale, dans la Corne de l'Afrique, au Moyen Orient, en Asie, les luttes contre les dictatures fascistes, en Iran, en Amérique latine, etc., ont connu ces derniers temps un regain de vigueur. Des luttes porteuses d'avenir se développent dans des pays occupés par l'URSS et en URSS même. En Erythrée, le peuple en lutte pour son indépendance s'affronte aux mercenaires soviéto-cubains. Dans nombre de ces situations, des partis ou forces marxistes-léninistes jouent un rôle plus important que par le passé.

Par ailleurs, le mouvement des pays du Tiers Monde, soumis à d'incessantes pressions et tentatives de division venues de toute part, est parvenu pour l'essentiel à préserver son unité.

Enfin, malgré la perte considérable qu'a représenté pour son peuple et pour les peuples du monde, la disparition du président Mao Tsé-toung, la Chine socialiste a remporté d'appréciables succès sur la voie de son édification : la victoire remportée sur le groupe des quatre a permis qu'un immense débat soit

relancé dans tout le pays sur les questions essentielles de la construction du socialisme, en particulier sur les rapports entre révolution et production, entre centralisme et démocratie, entre base matérielle et superstructure, économie et réduction des écarts.

La portée, pour la révolution prolétarienne mondiale, de la division politique du monde en trois groupes de pays, le rapport qu'entretient cette division politique avec la lutte de classes dans chaque pays, la façon dont les communistes intègrent à leur lutte contre la bourgeoisie impérialiste française, pour la dictature du prolétariat, le combat contre l'hégémonisme et l'extension des risques de guerre, autant de grandes questions que le Congrès approfondira en fonction des éléments les plus récents.

En France même, toute une période où le poids de la crise d'abord et les pressions des partis de gauche ensuite s'étaient conjugués pour empêcher une vaste contre-offensive de la classe ouvrière au développement de la crise du capitalisme, est en train de s'achever. L'éclatement de la gauche avec la mise au rencart du Programme commun après mars 78, l'aggravation des oppositions internes dans chacune de ses composantes, tout cela ne signifie pas que la situation des partis au pouvoir soit bien brillante. Divisés sur la façon de faire valoir contre les travailleurs, les intérêts de la bourgeoisie qu'ils représentent, incapables d'avancer un projet cohérent, ces derniers ne peuvent que mettre en avant : désormais la litane des recettes et des trucages économiques les plus éculés pour tenter de sortir le capitalisme français de la crise où il continue à se débattre ; ils n'ont plus à proposer aux travailleurs qu'une nouvelle série de mesures d'austérité, que le recours systématique à la répression, et le développement d'aventures impérialistes vouées à l'échec. En fin de compte, l'échéance électorale de 78 qui ne pouvait évidemment rien changer quant au fond, aura été comme prévu très instructive. Elle a révélé plus largement encore la logique réactionnaire de tous les partis bourgeois en compétition, et plus particulièrement, s'agissant de ceux de gauche, le peu de cas que leurs projets contradictoires font des intérêts véritables de la classe ouvrière et du peuple. Elle a accéléré du même coup l'érosion déjà ancienne du capital de confiance ou d'illusions dont ces forces pouvaient encore bénéficier.

Dans ces conditions, les premières luttes ouvrières, déclenchées malgré la débâcle des partis de gauche et contre eux aussi, sont le signe qu'il sera désormais moins facile d'étouffer la combativité des travailleurs, de les diviser, et de reléguer au second plan leurs aspirations les plus profondes. Dans le même temps, elles peuvent contribuer à ouvrir des horizons nouveaux à des secteurs actifs de contestation du capitalisme, mais que l'absence de perspectives d'ensemble a contribué jusqu'à présent à morceler et à décourager parfois. Ainsi, cette phase nouvelle de la crise politique inscrit avec une actualité pressante à l'ordre du jour, à la fois la construction sur une base élargie de l'alternative à l'hégémonie du révisionnisme et du réformisme, et l'avancée plus rapide des commu-

nistes dans la voie de la construction d'un Parti de type nouveau.

Ainsi, nombreux sont les problèmes de fond qu'aura à examiner notre 3^e Congrès. Comment la construction du Front peut-elle servir l'édification du Parti ? Dans les conditions concrètes actuelles, quelle tactique permet de combiner l'affirmation du point de vue et de l'organisation autonomes du prolétariat et la nécessité de guider les travailleurs dans l'expérience qu'ils font pas à pas du révisionnisme et du réformisme ? Sous quelles formes peut-on et doit-on élargir les failles apparues dans les rangs des partis bourgeois de gauche ? Enfin, comment développer encore le travail positif déjà effectué pour la définition du projet socialiste, dans notre pays ?

Du point de vue de l'édification même du Parti, le Congrès devra se prononcer sur les résultats du mouvement de rectification engagé il y a deux ans contre le gauchisme : cette lutte a d'ores et déjà permis, sur la base d'une démarche plus scientifique, l'examen de la réalité, d'une part plus grande accordée à l'étude, une participation plus grande de l'ensemble des organisations et militants du Parti à la définition de la ligne politique. Le contenu plus riche donné au centralisme et à la démocratie a ainsi renforcé l'unité du Parti. Il appartiendra au Congrès de mesurer les efforts à accomplir encore dans ce sens, et à en tracer les grandes orientations.

Enfin, le Congrès fera le point sur le processus d'unité et de discussions engagé depuis bientôt deux ans pour l'unité des marxistes-léninistes. Il aura à apprécier les points sur lesquels l'accord s'est déjà réalisé, à mesurer exactement les progrès à accomplir pour parvenir à une unité plus complète, à tirer le bilan de la pratique entreprise jusqu'à présent en commun, notamment à l'occasion des élections.

Autour du projet de programme, dont nous commençons aujourd'hui la publication dans le *Quotidien du Peuple*, de nombreuses discussions ont commencé à se tenir dans le Parti. Sur la base de ce texte, l'ensemble des remarques, enrichissements et critiques seront rassemblés, de façon à ce que tous aient les moyens de se forger réellement un point de vue. Aussi, le Congrès constituera-t-il un moment de mobilisation de tout le Parti, un instrument efficace pour la réalisation d'une unité plus grande autour de ses propositions.

L'ouverture d'une tribune de discussions dans le *Quotidien du Peuple*, ouverte aux organisations du Parti, à ses sympathisants et amis va dans le même sens. Dans ce cadre, de nombreuses contributions sont aussi attendues et pourront être publiées selon l'intérêt et l'ordre de la discussion. Le camarade Jacques Wandler, membre du Comité central et chargé par lui de cette tâche, répondra chaque fois que cela sera utile à ces contributions pour éclaircir le sens des modifications dans le projet, et éventuellement les développer.

En avant vers le 3^e Congrès du Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste !

Vers le communisme

Avec le capitalisme est née la classe appelée à le détruire, la classe ouvrière. Depuis qu'elle existe, elle a mené une lutte incessante contre l'exploitation : la Commune de Paris en 1871 fut le premier exemple au monde de la dictature du prolétariat.

L'impérialisme, fondé sur le capitalisme de monopole, étendant la domination du capital au monde entier, a exacerbé davantage encore l'ensemble des contradictions qui minent la société bourgeoise, accéléré la lutte des peuples, amorcé le processus même de son pourrissement.

La Révolution prolétarienne d'Octobre 1917 en Russie, a marqué l'ouverture d'une époque où, une brèche étant ouverte dans la domination impérialiste, la dictature du prolétariat devenue à l'échelle d'un pays entier réalité pour une longue période, a tracé la voie de l'émancipation des peuples opprimés.

La répression contre les ouvriers dans les pays capitalistes, dont les formes les plus féroces furent revêtues par la dictature hitlérienne, les multiples guerres colonialistes, deux guerres mondiales déclenchées par les impérialismes concurrents pour le repartage du monde, loin de faire reculer les peuples, ont au contraire chaque fois vu surgir de nouvelles forces révolutionnaires.

Survenant au lendemain de l'écrasement des fascistes allemands et japonais, dans la guerre anti-fasciste de libération nationale qu'est devenue la Seconde Guerre mondiale, la libération de la Chine et la proclamation de la République Populaire de Chine (1949) ont ainsi confirmé la tendance de notre époque à l'affranchissement de l'humanité, à la marche en avant vers le socialisme.

Un à un, les peuples se sont levés, ont détruit les vieux empires coloniaux, contraint les puissances impérialistes à la défaite, au recul et au déclin et parmi elles, la France (en Indochine, Algérie, Afrique), développant les difficultés politiques à l'intérieur même des métropoles, aggravant leur crise et leur décomposition sur tous les plans.

La restauration du capitalisme en URSS, la scission opérée en 1963 au sein du Mouvement Communiste International, à l'initiative du Parti d'Union soviétique ainsi que par d'autres partis ont suscité un grand espoir parmi les réactionnaires et les impérialistes. Mais elles n'ont pu, ni empêcher les luttes de la classe ouvrière dans les pays capitalistes, ni enrayer l'avancée de nombreux peuples sur la voie de la guerre populaire. La lutte de principe, menée à l'époque contre le révisionnisme moderne a, au contraire,

favorisé l'apparition de nouvelles forces révolutionnaires auxquelles il incombe désormais de guider les masses dans la voie de la Révolution et de la Libération.

Les grandes luttes de ligne menées par le Parti communiste chinois pour la consolidation du socialisme et la poursuite de la révolution, et particulièrement la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne, ont enrichi l'expérience révolutionnaire du prolétariat mondial. Elles ont démontré clairement que la lutte des classes est l'axe pour le maintien de la dictature du prolétariat, que l'existence d'un parti réellement marxiste-léniniste profondément lié aux masses et menant une lutte ferme, y compris dans ses rangs, contre le révisionnisme, constitue la garantie la plus sûre pour le renforcement du socialisme.

Des dizaines d'années de luttes ont ainsi forgé dans la conscience du prolétariat et de tous les peuples, la certitude que les jours du capitalisme et de l'impérialisme sont comptés, que le capitalisme sera balayé et que le prolétariat instaurera un système infiniment supérieur, où ceux qui produisent les richesses seront maîtres de la société, où seront jetées les bases de la société sans classe. Le PCRmi inscrit son combat dans la perspective radieuse du communisme.

GISCARD-SCHMIDT

COOPERATION RENFORCÉE

A l'issue des conversations d'Aix-la-Chapelle, Giscard et Schmidt ont annoncé s'être mis d'accord sur les problèmes monétaires. Un accord a été trouvé sur la définition de l'unité de compte européenne, la constitution du fonds de réserve européen et les modalités de soutien des monnaies en difficulté. Le contenu de cet accord n'a pas été rendu public, il devait être présenté au conseil des ministres des neuf ce lundi.

Larges convergences au cours de ces entretiens, déclarait-on vendredi soir. Ces propos satisfaits doi-

vent être nuancés : l'accord réalisé doit être soumis à l'approbation du conseil des ministres des neuf, réuni ce lundi à Bruxelles. A ce niveau, il est probable que des problèmes vont surgir : les pays connaissant des difficultés économiques importantes, comme l'Italie et la Grande-Bretagne, souhaitent des mesures de soutien de leurs monnaies contraignantes pour les économies plus fortes. Des intérêts divergents vont donc s'affronter lundi, et il n'est pas certain qu'un accord final puisse être rapidement trouvé.

Un résultat de ce sommet est la relance de la collaboration entre les deux gouvernements. Une série de décisions en font foi. Un institut universitaire de technologie sera ouvert prochainement à Sarreguemines : il délivrera des diplômes valables des deux côtés de la frontière.

Des accords de coopération entre les ministères ont été conclus au niveau de la formation des fonctionnaires : des fonctionnaires français seront envoyés en stage en Allemagne fédérale pendant neuf mois, cependant que, de leur côté, les ministères

français accueilleront des stagiaires allemands.

Un accord est enfin intervenu dans le domaine spatial. Les deux pays ont décidé de relancer la construction du lanceur « Ariane ». Cinq exemplaires vont être prochainement mis en chantier. Les deux parties ont également évoqué le problème des Alsaciens enrôlés de force dans l'armée allemande pendant la dernière guerre. Un chargé de mission sera nommé par chaque partie pour étudier le problème de l'indemnisation des « malgrés nous ».

Bruits de nationalisation de la sidérurgie

NOUVEAUX LICENCIEMENTS PROGRAMMÉS

● Mercredi 20 septembre le conseil des ministres va ouvrir une nouvelle étape dans la restructuration de la sidérurgie. Les mesures en cours de préparations feraient de l'Etat le principal actionnaire d'Usinor et de Sacilor par la simple conversion en actions d'une partie des prêts qui ont été accordés aux maîtres des forges.

En somme une nationalisation qui ne dit pas son nom, et dans laquelle les maîtres des forges trouveront intérêt. Qu'on en juge. D'après ces propositions que retiendra certainement le conseil des ministres, les prêts transformés en actions n'auront donc pas à être remboursés : un moratoire sur les

prêts à court et moyen terme serait consenti par les banques et couvert par l'Etat qui financerait aussi les coupons des 13 milliards de francs d'obligation émis par le GIS (Groupeement de l'Industrie Sidérurgique). Soit quelque 2 milliards par an. Les frais financiers seraient ramenés de 15% à 5%. Un cadeau énorme qui suit les multiples subventions dont a déjà bénéficié la sidérurgie. Ce qui n'empêche pourtant pas les Usinor, Sacilor, Chiers Chatillon et Creusot Loire d'avoir 50 milliards de dettes.

Début septembre Ceyrac à propos de la sidérurgie parlait de désastre national « la nation doit consentir un effort ». Barre n'a pas été long à lui répondre.

Et cet « effort » ce sont

les travailleurs de la sidérurgie qui le supporteront à nouveau. Des fusions sont envisagées, il serait question de constituer 2 groupes : d'un côté Usinor Chiers Châtillon ; de l'autre Creusot Loire, la métallurgie de Normandie avec Usinor, des fermetures d'installations jugées non rentables sont prévues. (L'usine de Denain où les responsables syndicaux sont particulièrement inquiets, ils se souviennent de cette affirmation du président d'Usinor « on peut se passer de l'acier de Denain »). Des usines où des projets condamnés (l'acierie de Neuves Maisons en fait certainement dans cette catégorie), elles sont les conséquences de cette nationalisation qui se traduira pour les travailleurs par une nouvelle va-

que de licenciements. On parle déjà de 10 à 20 000 suppressions de postes qui viendront s'ajouter aux 16 200 que Barre avait annoncées en avril 1977.

Le mois suivant, le 16 mai 1977 Michel Rocard déclarait : « Si nous consolidons en capital les créances publiques, l'Etat deviendra majoritaire aux deux tiers ou aux trois quarts de la sidérurgie. Cela lui suffira pour prendre le pouvoir ».

Les fonctionnaires qui ont préparé le « plan de sauvetage » de la sidérurgie se sont largement inspirés de cette proposition de Rocard, afin de pouvoir mettre en œuvre des « mesures radicales » que celui-ci n'aurait pas reniées si la gauche l'avait emporté en mars 78.

« Fabre représente la légitimité »

Le pourrissement du MRG se précise. Les minoritaires du mouvement ont en effet tenu une conférence de presse dans laquelle ils ont nettement invité les radicaux valaisiens (ceux qui appartiennent à l'UDF) à rejoindre les clubs qu'ils ont fondés. Il s'agit de la Fédération pour une Démocratie Radicale, et de l'Union Nouvelle pour une Europe de Progrès. Faut-il préciser que ces deux nouvelles associations ont leurs locaux 11 rue de Grenelle c'est-à-dire dans l'ancien local du MRG ?

« Fabre représente la légitimité du mouvement » affirment les animateurs Diaz, Bracque et Gènesseaux précisant par là même qu'ils considèrent comme non valable l'exclusion de Fabre. Ils ont aussi affirmé que Fabre demeurerait président de la fédération de l'Aveyron. Enfin ils ont proclamé leur intention d'aider Fabre dans sa mission sur l'emploi.

Comment ces messieurs voient l'avenir ? « Si le MRG constitue pour les élections européennes des listes uniques avec le PS, nous démissionnerons ». Ils affirment aujourd'hui qu'il faut constituer des listes MRG pour les élections européennes. Cette orientation paraît pourtant bien contradictoire avec l'appel aux amis de JJSS sinon à JJSS lui-même d'entrer dans les clubs qu'ils ont créés.

Assemblée sioniste ?

Près d'un quart des députés seraient inscrits au groupe parlementaire d'amitié France Israël. C'est ce qu'a déclaré De Bénouville député RPR de Paris en annonçant que cette association organisait un voyage de solidarité avec l'Etat sioniste à partir du 16 septembre. Par la même occasion, on apprend que deux membres du PCF seraient inscrits à cette association. Le Parti de Marchais peut toujours proclamer son soutien à la lutte de l'OLP !

3 nouvelles manœuvres en « terrain libre »

La division « de Lorraine » 4^e Division blindée effectuera des manœuvres en terrain libre dans les départements des Vosges, de Haute-Marne et de Meurthe et Moselle du 19 au 24 septembre. Ces manœuvres sont baptisées Texel. Ces exercices seront en terrain libre, c'est-à-dire hors des champs de manœuvres. Ils se dérouleront simultanément avec deux autres exercices du même genre, en RFA (manœuvre Pégase) et dans la vallée de la Maurienne (exercice Gentiane).

En ce qui concerne la manœuvre Texel, elle devra notamment franchir la Moselle et son canal latéral. Selon certaines informations non confirmées Giscard pourrait assister à une partie des exercices Texel effectués par la division de Lorraine.

Barre à Annecy

Barre effectuera un nouveau voyage en province le 29 septembre. Il inaugurera la foire exposition d'Annecy. Il en profitera, dit-on à l'Elysée, pour étudier la situation de l'économie locale.

Session parlementaire sérieuse

« Pour une fois la rentrée parlementaire sera tout à fait sérieuse... Je veux dire qu'il n'y aura pas de vide ou de moment où on aura le sentiment de perdre son temps ». Cette déclaration émane du nouveau président de l'Assemblée nationale, Chaban Delmas. Un dernier coup de patte sur l'habit vert de son rival malheureux, E. Faure.

Réforme des prud'hommes

Un projet de loi tendant à réformer le conseil des prud'hommes a été voté le 14 septembre par la commission des lois de l'Assemblée Nationale. Le PCF a voté contre car, affirme-t-il, les critères retenus pour instituer un collège des cadres ne correspondent pas aux critères des conventions collectives.

Laguiller conseillère de Pelletier ?

« La Lettre des Républicains », feuille du PR contient une affirmation qui ne manquera pas de faire un peu de bruit. Monique Pelletier, nouveau ministre de la Condition Féminine, serait prête à confier à la trotskiste Laguiller une mission d'information sur la femme. Pelletier demande seulement que Laguiller propose « une mesure prioritaire et réaliste dont elle aura chiffré le coût ». Laguiller qui avait déjà déclaré : « Il n'y a qu'un seul syndicat libre en France : c'est FO », dira peut être bientôt qu'il n'y a qu'un seul ministre progressiste : c'est Pelletier !

Le député et le préfet

Les récents mouvements de préfets ont au moins fait un mécontent c'est le député de la troisième circonscription du Finistère, M. Goadsduff estime en effet que le départ de M. Gevrey n'est pas plus justifié que ne l'était celui de son prédécesseur.

« S'il a été muté précise-t-il « c'est parce qu'on le rend responsable des incidents qui se sont produits le 3 août dernier lors du passage du président de la République à Landéda ». Or, explique-t-il, le nouveau préfet « venait à peine de prendre son poste ». Etait-il RPR ? La politique giscardienne c'est aussi les coups bas.

Elleinstein au CC du PCF en janvier ?

Un journaliste d'un hebdomadaire paraissant le dimanche qui avait rapporté plusieurs fois des informations confidentielles qui s'étaient révélées exactes confirme que le XXIII^e congrès pourrait bien être celui qui verrait Elleinstein élu au CC du PCF. Ne dit-il pas que Paul Laurent apercevant Elleinstein à la fête de L'Humanité lui aurait lancé : « Bonjour Jeannot, comment ça va ? »

De même source, on indique que la parution du livre « L'URSS et nous » aurait donné lieu à d'après débats à la direction du PCF et que l'ouvrage n'aurait finalement reçu l'aval du BP du PCF que de justesse !

Sénateur de la place du Colonel Fabien

Le sénateur PCF du Pas-de-Calais, Léandre Letoquart vient de donner sa démission du Sénat. Pour justifier cette décision, Letoquart invoque « le cumul des tâches qui, l'âge aidant devient accablant ». Il est vrai que le terme de cumul s'applique parfaitement à ce parlementaire : maire d'Avion, vice-président du Conseil général et de l'Office départemental HLM. Il sera remplacé au Palais du Luxembourg par le suivant sur la liste, Dumont Raymond, membre du CC du PCF.

POLITIQUE

Commerce extérieur : Déficit en août

La balance commerciale française vient d'enregistrer, pour le mois d'août, un très fort déficit. Les exportations se sont élevées à 28 690 millions de francs (soit 7,2 % de moins qu'en juillet), alors que les importations ont été de 29 751 millions de francs, chiffres corrigés des variations saisonnières. En chiffres bruts, le déficit est de 2 091 millions de francs. Les principales causes du déficit seraient d'une part les échanges agro-alimentaires (les exportations de céréales ont diminué notablement, et les importations de produits tropicaux augmenté) et d'autre part la stagnation de la balance commerciale des biens d'équipements (la France venant d'acheter à Boeing deux avions gros porteurs, pour un montant de 420 millions de francs).

Ce résultat constitue une désagréable surprise pour le gouvernement. Après deux années de déficit, le commerce extérieur français avait en effet rétabli son excédent depuis six mois (+ 1459 millions depuis le début de l'année). Au milieu de tous ces échecs (chômage, inflation), Barre se sert du bon état du commerce extérieur pour vanter les mérites de sa politique. Si les résultats d'août venaient à se confirmer en septembre, ils seraient un cuisant échec pour le gouvernement.

La cour d'Appel soupçonne les «flags»...

«30 mois de prison !». Le 17 juillet dernier le tribunal des flagrants délits condamnait Alain Le Piniec, pour complicité de cambriolage, et usage de faux papiers.

Un accusé au passé chargé, déjà plusieurs fois condamné, interpellé au volant d'une voiture en stationnement, tandis qu'à quelques mètres de là, deux cambrioleurs étaient arrêtés en flagrant délit, trouvé au surplus en possession d'une pince du même modèle que celle des voleurs, sans parler des faux papiers qu'il porte sur lui. Le tribunal vit là des «éléments concordants» suffisants.

Le condamné lui faisait appsi aussitôt. Tout n'est pas aussi clair que le tribunal a bien voulu l'admettre à l'issue d'une enquête faite en vingt-quatre heures. D'abord, les deux cambrioleurs affirment ne pas connaître Alain Le Piniec. Et puis, certains rapports sont contradictoires : ce ne serait pas une concierge mais une locataire qui aurait signalé un «complice» à la police, et cette locataire n'a pas été interrogée. Quant à la pince, elle aurait été retrouvée non pas dans la voiture mais à côté d'elle. L'agent qui l'a ramassée n'a pas non plus été entendu. Enfin, interdit de séjour à Paris en 76 pour cinq ans, Alain Le Piniec s'est muni de faux papiers quand l'entreprise où il travaillait, dans le nord de la France, est venue s'installer à Paris.

Toutes circonstances qui une fois précisées font bien des nuages dans le ciel serein des certitudes des «flags» : la cour d'appel a dû ordonner un complément d'enquête. En attendant, Alain Le Piniec restera en prison.



Prix : 5 F (+ port : 2,10 F) Prix : 10 F (+ port : 2,90 F)
Vous pouvez passer commande de ces brochures en écrivant au Quotidien du Peuple. B.P. 225 - 75 924 Paris Cedex 19.
Les deux brochures : 20,80 F (port compris)

Achetez
Le Quotidien du Peuple
chaque jour
dans le même kiosque

Élections partielles à Nancy

RECU DE LA DROITE ET DU PCF

Servan-Schreiber se trouve en difficulté après le premier tour de l'élection partielle de Nancy.

Les résultats sont les suivants :

Il y a eu plus de 42 % d'abstentions.

Sur 45 784 votants, les résultats ont été les suivants : Servan-Schreiber : 13 253 (28,96 %) ; Huriet

(sout. RPR) : 6 822 (14,9 %) ; Tondon, PS, 17 152 (37,47 %) ; Favaro, PCF 6 522 (14,25 %) ; PSU : 498 (1,08 %) ; Lutte Ouvrière : 503 (1,09 %) ; Gaulliste dissident : 379 (0,82 %) ; fasciste : 300 (0,65 %) ; royaliste : 211 (0,46 %) ; écologiste : 123 (0,26 %).

La comparaison avec le premier tour de mars,

amène aux constatations suivantes, qui doivent être nuancées en tenant compte du faible taux de participation. On assiste à un net recul de la droite, dont les candidats, en comptant l'extrême-droite, totalisent un peu plus de 44 % des suffrages (contre près de 50 % en mars). La récente annonce de l'arrêt de la construction de l'aciérie de Neuves-Maisons a certainement joué un rôle non négligeable dans ce résultat.

A l'intérieur de la droite, Servan-Schreiber améliore sa position par rapport au candidat du RPR, qui s'effondre, passant de 22,30 % en mars à moins de 15 %.

A gauche, on constate une mobilisation des suffrages sur le candidat du PS, qui, avec 37,5 % des voix, gagne plus de 11 % des suffrages. Le PCF fait les frais de cette poussée, perdant plus de 4,5 %. Les candidats du PSU et de LO ont également subi un recul. Les voix de gauche se sont donc portées massivement sur le PS, confirmant ainsi comme on l'avait déjà vu dans le Pas-de-Calais, une tendance à «voter utile» dès le premier tour.

Les explications du PCF à propos de son recul ne changent guère. Depuis plusieurs semaines, son

candidat dénonçait une vaste campagne de presse contre le PCF, préparant ainsi ses militants à un recul sans doute prévu. Pour Favaro, candidat du PCF, «les promesses renouvelées des uns et les déclarations ambiguës des autres se sont conjuguées avec le concours des grands moyens d'information pour réduire cette élection à un simple duel, à un simple changement de député». S'agissait-il vraiment d'autre chose ? Notons la curieuse manière dont l'Humanité de lundi traite le problème, parlant de «résultat contradictoire» mettant en balance le résultat de Nancy avec une élection cantonale dans le Pas-de-Calais, où le PCF progresse (son unique adversaire, battu, était un socialiste pour qui l'UDF avait appelé à voter).

Servan-Schreiber risque donc fort de perdre son siège au second tour de ces élections, ce qui aurait sans doute des conséquences néfastes sur la poursuite de sa carrière politique.

Rappel des résultats de mars dernier (premier tour)
Abstentions : 18,91 % ; Servan-Schreiber : 25,6 % ; RPR : 22,30 % ; PS : 26 % ; PCF : 18,8 % ; PSU : 2 % ; Gaull. gauche : 1,2 % ; Ex. dr. : 2 % ; LO : 1,5 % ; LCR : 0,8 % ; UOP : 0,26 %.

Partielle de Paris XIV

Le mouvement SOS Environnement appelle les électeurs du XIV^e à «faire barrage par tous les moyens» à la politique de Chirac à Paris et donc de son adjoint De la Malène. SOS Environnement explique cet appel par les récentes déclarations de Chirac «traitant de démagogues et d'incapables» ceux qui avaient abandonné le projet de voie rapide sur la rive gauche de la Seine.

Les UD CGT et CFDT de Paris poléminent vigoureusement au sujet de l'élection partielle du XIV^e arrondissement de Paris. La CFDT avait en effet pris position pour «une candidature unique de la gauche» contre le RPR. Il n'en fallait pas plus pour que la CGT, avec quelque raison, interprète cette prise de position comme un soutien à la candidate socialiste Avisse. Mais les responsables de l'UD CGT n'ont pas froid aux yeux quand ils accusent la CFDT «d'afficher des positions partisans». C'est, il est vrai, l'hôpital qui se moque de la charité.

La CFDT pour sa part a rétorqué qu'elle n'avait «pas de leçons à recevoir sur la nécessaire autonomie des organisations syndicales par rapport aux partis politiques». La vérité c'est que les deux confédérations ont beaucoup de leçons à recevoir de ce côté là de la part des syndiqués qui en ont assez, les élections de délégués le montrent, de cet amarrage des confédérations aux polémiques de Marchais et de Mitterrand.

ROCARD GRAND PERDANT DU COMITE DIRECTEUR DU PS

On s'attendait, lors du comité directeur de samedi dernier, à un affrontement entre Mitterrand et Mauroy sur la question du règlement intérieur, qui régit les rapports entre les courants. L'affrontement n'a pas eu lieu : pour des raisons encore mal connues, Mauroy semble avoir accepté au dernier moment un compromis avec le premier secrétaire sur le mode de désignation de la prochaine direction nationale. Selon la proposition de Mitterrand qui a été adoptée, ce sont les fédérations qui éliront leurs représentants au comité directeur ; il y aura également une liste nationale complémentaire, qui ne jouera qu'un rôle mineur. Si le compromis intervenu entre Mitterrand et Mauroy était ratifié par la convention nationale du 25 novembre, cela signifierait une sérieuse défaite pour Rocard qui ne pourrait plus prétendre à la direction du PS.

En effet, le bureau exécutif serait élu par un comité directeur dans lequel, du fait de ce nou-

veau règlement, il compterait bien moins d'amis. Ceci dit, Rocard a encore des atouts en main, et il peut se féliciter du résultat du sondage de popularité publié dimanche par l'IFOP : sur un fond général de recul de la popularité des hommes politiques, il ne perd que 1 % de popularité, alors que Mitterrand en perd 15 %.

Hormis la question du nouveau règlement, le comité directeur a évoqué la situation intérieure en Iran et a adopté une motion condamnant la dictature du Shah. Au passage, le comité directeur a attaqué la manière dont l'Humanité avait rendu compte du débat à l'assemblée européenne sur cette question. On se souvient que les différents partis sociaux-démocrates d'Europe avaient refusé de condamner la répression en Iran, qualifiant de «réactionnaire» l'opposition religieuse.

Le PS a enfin décidé de déposer une motion de censure contre le gouvernement Barre lors de la prochaine session de l'Assemblée nationale : voilà

qui n'est pas de nature à mobiliser les foules.

La prise de participation du gouvernement dans la sidérurgie ne résoudra pas le problème du chômage,

à par ailleurs estimé la direction du PS, dont les propositions au moment des élections étaient pourtant fort proches.

François NOLET

Rocard : pour les 35 heures mais contre le maintien du pouvoir d'achat

Rocard au Club de la Presse ne devait pas hésiter à le dire : «Les 35 heures avec maintien intégral du salaire entraîneraient une inflation galopante qui amènerait rapidement les travailleurs à être payés en monnaie de singe». Il n'y a là rien de très nouveau de la part de l'ancien responsable du PSU qui s'était fait une réputation d'homme «réaliste» pendant la campagne électorale. Le plus amusant, c'est que cela contredit formellement ce que Mitterrand avait dit lors de son voyage à Neuves-Maisons au début du mois. Un affrontement a d'ailleurs eu lieu sur cette question lors du comité directeur et Mitterrand a dû utiliser l'argument d'autorité : «J'ai dit à Neuves-Maisons que ce serait indemnisé» pour régler ce problème. Au cours du Club de la Presse, on se doute que le représentant de l'Humanité, Andrieux, s'en est donné à cœur joie.

Terrin (Marseille)

QUAND LA POLITICAILLERIE S'EN MELE ...

De notre correspondant à Marseille Robert RIVIERE

● En se retrouvant tous ensemble, dans les rues de Marseille et devant la préfecture le 14 septembre, plusieurs milliers de travailleurs ont voulu ainsi montrer leur refus des licenciements qui frappent de nombreux secteurs dans la région : liquidation de l'usine Eternit (à Port de Bouc), plusieurs dizaines de licenciements à Lafarge (emballage), 75 à Riviera (Marseille) pour satisfaire le trust Monoblast, Griffet menacé de liquidation. Comment alors ne pas être solidaire des Terrins déjà durement

Pour le gouvernement, les choses sont claires : le plan Fournier soutenu par M. Boulin, ministre du chômage, devrait laisser près de 2 000 travailleurs sur le pavé et remplacer le statut des travailleurs de la SPAT (Société Provençale des Ateliers Terrin), par celui de la métallurgie, beaucoup moins avantageux. La dérobade de M. Boulin, refusant de venir à Marseille le 14 septembre n'a donc surpris personne. Du côté des états-majors de gauche, le PS et le PCF n'ont pas cessé de rivaliser d'initiatives et d'astuces électorales pour s'autoproclamer les meilleurs défenseurs des travailleurs :

— à peine Leroy, membre du Comité central du PCF, quittait-il les Chantiers Navals de la Ciotat qu'aussitôt, le 4 septembre, Jean Poperen, secrétaire national du Parti socialiste, venait lui aussi exposer aux travailleurs son «Plan de sauvegarde». Ne reculant devant aucun mensonge, ce politicien a affirmé la nécessité de «lutter avec la plus grande énergie contre tout licenciement», essayant de faire oublier que son compère Gaston Defferre avait demandé au gouvernement que des subventions soient versées pour payer l'avant-dernier plan de licenciement qui a frappé 400 travailleurs de Terrin en 1977 !

— à peine Gaston Defferre venait-il de terminer un entretien confidentiel «très intéressant» avec le ministre des Transports Joël Le Theule, que Georges Marchais et Guy Hermier rencontraient dès le lendemain matin, mercredi 13 septembre, M. Boulin.

— La veille de la journée du 14 septembre, le parti socialiste n'avait-il pas réellement mobilisé ses militants pour une opération «mille points Terrin» avec

100 000 affiches à l'appui, tandis que le PCF mobilisait ses sections pour n'obtenir en fin de compte qu'un maigre rassemblement de soutien aux Terrin, alors que la dernière conférence de presse de Guy Hermier avait dû être annulée ?

S'agit-il pour ces partis de rassembler les travailleurs pour lutter tous ensemble contre le chômage et les licenciements ? Certainement pas. Ce que voudraient le PS et le PCF, c'est se servir de la juste colère des travailleurs pour les amener à soutenir «les solutions du PCF contre celles du parti socialiste» ou inversement.

LE PLAN DEFFERRE, C'EST LE PLAN FOURNIER

Après avoir refusé le plan Fournier, après n'avoir manifesté aucun enthousiasme pour les «solutions» du PCF, voilà que les travailleurs doivent se prononcer sur le plan Defferre. Il ne s'agit ni plus ni moins que du plan Fournier, avec la seule différence qu'au lieu d'être présenté par le PDG du Havre et soutenu par le gouvernement, il est présenté par Gaston Defferre qui refuse de se prononcer clairement sur les questions primordiales des avantages acquis, du statut et des licenciements. En fait, les intentions de Gaston Defferre ne sont-elles pas claires, lorsqu'il compare sa solution à celle appliquée par Titan Coder ? En fait, lui et le Parti socialiste se sont battus jusqu'au dernier moment pour trouver une solution pour sauver le groupe Terrin avec le patronat régional. Cette solution avait l'immense avantage pour le Parti socialiste de renforcer ses liens avec la bourgeoisie locale

et régionale. Cette solution s'étant avérée rapidement totalement inadaptée, il faut alors à tout prix trouver une solution qui permette à Gaston Defferre d'apparaître comme le sauveur de la réparation navale marseillaise. Ceci d'autant plus que le PCF s'est engagé dans une campagne pour faire approuver ses solutions par les travailleurs. Le gouvernement a-t-il alors intérêt à laisser le PCF gagner encore de l'importance dans une région où le Parti socialiste a déjà subi de lourds échecs ? La droite giscardienne n'a pas les moyens politiques d'imposer une solution à la réparation navale marseillaise en excluant Gaston Defferre et le Parti socialiste, encore très influent dans le patronat local. C'est dans ce contexte politique qu'apparaît le plan Fournier avec des conditions telles qu'il ne peut être que rejeté par les travailleurs de la SPAT.

Alors que ce plan est rejeté, le 4 septembre, Gaston Defferre est reçu le 12 par Joël Le Theule pour mettre la dernière main au plan qu'il propose le 14 au cours du conseil municipal extraordinaire. Alors pourquoi Gaston Defferre et le gouvernement espèrent-ils que ce plan soit accepté alors que sa première version a déjà été rejetée ? Pour au moins deux raisons : 1. Le plan Fournier ne reprenait que 1 300 travailleurs sur plus de 3 000 concernés en exigeant clairement la remise en cause des avantages acquis. Depuis le tribunal de commerce de Marseille a autorisé le vendredi 15 certaines sociétés à exploiter en gérance libre des sociétés du groupe Terrin délaissées par le premier plan. Loin d'être sauvées ces sociétés (Sud marine, SAM, Fonderies Groi-

gnard) n'ont en fait qu'un sursis que de trois à quatre mois avec une liquidation plus que probable à cette échéance. Pour les établissements Oliva, le plan Defferre comme le plan Fournier en prévoit tout simplement la liquidation avec le licenciement des 120 personnes.

2. raison : que peut faire le gouvernement ? Compter sur le poids de plus en plus lourd que le chômage fait peser sur la classe ouvrière marseillaise en espérant que cette fois-ci les travailleurs accepteront un plan qui évite la liquidation de tout le groupe tout un rejetant dans l'immédiat moins de travailleurs que le plan Fournier ! Hypocritement, Gaston Defferre présente les décisions du tribunal de commerce comme étant un coup de poignard contre son plan présenté la veille. En fait, ce n'est qu'un partage des tâches entre le tribunal de commerce, Gaston Defferre et le gouvernement qui est prêt à verser les 68 millions de francs réservés au plan Fournier. Quelles que soient les déclarations futures de Gaston Defferre, retenons en une, faite à Europe 1 le 15 septembre et reprise par son journal *Le Provençal* : «Ce qui reste du groupe Terrin, c'est-à-dire l'essentiel et en particulier la réparation navale, doit rester dans le groupe Terrin pour être cédé à la ville de Marseille...». Autre chose différence le plan Defferre du plan Fournier : cette fois-ci la ville de Marseille finance une partie importante de l'opération. Les contribuables marseillais ne doivent donc pas s'attendre à une baisse des impôts locaux alors que nombre d'entre eux sont déjà durement touchés par le chômage et la baisse du pouvoir d'achat.



Les hésitations du PCF

Pour le PCF, le plan Fournier et le plan Defferre sont-ils un seul et même plan ? Il semble que non puisque le groupe PCF de la municipalité n'a pas voté contre le plan Defferre mais s'est abstenu, alors qu'il avait déjà condamné le plan Fournier. Pourtant le journal du PCF *La Marseillaise* du lendemain, déclare : «En réalité, il faut bien le dire, parce que c'est l'évidence même, ce projet n'est qu'un plan Fournier qui change de nom. Et sans doute même un échange de solution au rabais».

Il s'agirait donc d'un plan Fournier en pire. Le même jour, pourtant, Jeanine Porte, député PCF des Bouches-du-Rhône déclare aussi que le gouvernement «met en place une nouvelle mouture du plan Fournier». *La Marseillaise* du 16 septembre est plus précise, dénonçant la politique du gouvernement, le journaliste écrit : «Les projets de Gaston Defferre s'inscrivent bien dans cette politique de gestion de la crise». Le plan Defferre est-il donc pour autant rejeté par le PCF ? Pour Guy Hermier, il n'en est pas question : «Nous avons étudié avec beaucoup de soins le projet Defferre. Ses propositions peuvent se discuter ; nous ne les avons pas rejetées. Nous avons constaté qu'il laisse dans l'ombre des questions essentielles : l'emploi et le statut de la réparation navale» a-t-il précisé samedi 16 septembre, à 13 h sur Radio Monte-Carlo. De son côté, Georges Lazzarino, membre de la fédération des Bouches-du-Rhône du PCF déclare dans *Le Monde* de ce week-end : «Nous ne pouvons pas voter un plan où les licenciements sont inévitables». Pourtant le PCF était d'accord pour s'asseoir autour d'une table ronde dès lundi 10 septembre pour ce plan Fournier nouvelle mouture. Pour le PCF, il est donc possible de discuter d'un plan même s'il s'inscrit dans la politique de gestion de la crise du capitalisme.

Où va l'UD-CFDT des Bouches-du-Rhône ?

Les travailleurs et les syndicalistes CFDT peuvent sincèrement se poser la question. Alors que la proposition d'une journée «ville morte» était débattue au sein de la CFDT, certains militants actifs, membres du bureau de l'Union départementale ont appris cette décision par le *Provençal* de Gaston Defferre, donc sans être même consultés. Ce n'est que le lundi 11 qu'un bureau exceptionnel s'est tenu pour... organiser la journée du 14 ! Mais surtout quelle n'a pas été la surprise et surtout la colère des militants en lisant dans *Le Soir* (journal du groupe Defferre) du 15 septembre en titre d'un article sur le plan de rachat de Terrin par la municipalité «la CFDT : une proposition positive pour les travailleurs».

«Il est largement préférable pour les travailleurs de connaître une situation du type de celle créée chez Terrin par l'initiative du Parti socialiste, qu'une fermeture comme à Gervais Danone où des licenciements massifs à Eternit».

Quels sont les responsables de l'UD CFDT ? Certainement pas hostiles au parti socialiste, qui ont pu ainsi décider du sort de milliers de travailleurs, alors même qu'aucune section syndicale CFDT n'existe dans la réparation navale marseillaise et que les travailleurs de la SPAT ont rejeté le plan Defferre au cours d'un vote le même jour. Certains militants CFDT ont exigé des explications claires sur de telles déclarations qui ont pour but de faire participer les travailleurs à une querelle dont il ne peut résulter que la division au moment même où il faut plus que jamais unir les forces contre tout plan de licenciement, même lorsqu'il a un visage de gauche.

LUTTES OUVRIERES

Foyer SONACOTRA
de Colombes :
provocation du gérant

Deux résidents du Foyer de Colombes (rue Colbert), ont été assignés devant le Tribunal des référés de Nanterre, le 14 septembre. Ils étaient accusés de voie de fait, avec une procédure d'urgence ! Le prétexte ? Un transfert de salles : la salle réservée à la prière s'étant révélée trop petite pour contenir tous les participants sans mettre leur sécurité en péril, l'Assemblée générale des résidents avait décidé de l'échanger contre la salle de télévision, et de transférer cette dernière dans le bar. L'adjoint du directeur, consulté par les délégués, ayant donné son accord, les résidents effectuèrent la transformation. Aujourd'hui, sous la pression de la Sonacotra, la direction du foyer les poursuit devant les tribunaux, alors qu'elle a elle-même participé à la transformation des locaux ! La Sonacotra se saisit de n'importe quelle occasion pour traîner les résidents devant les tribunaux, ce qui peut lui servir, un jour ou l'autre, à avoir des dossiers pour exiger des expulsions. Les résidents sont mobilisés. La décision du tribunal doit être connue le 18 septembre (tribunal de Grande Instance de Nanterre, 11 heures).

Les procès
de cette semaine

Foyer de Montreuil Lanoue, tribunal d'instance de Montreuil, le 20 septembre, à 10 h. 5 résidents avaient été assignés devant le tribunal le 12 juillet, et le procès reporté.

Foyer d'Ermont : devant le tribunal d'instance de Montmorency, le 22 septembre. 5 résidents assignés.

Foyer de Meaux, devant le tribunal d'instance de Meaux, le 20 septembre à 14 h (plaidoirie)

Foyer de Dunkerque : décision le 20 septembre.

Journées portes ouvertes
au foyer Sonacotra de Nanterre

DEJA TROIS ANS DE LUTTE

Le soleil brillait, samedi après-midi, sur la triste banlieue de Nanterre. Rues des Sorbiers, les deux grandes tours du foyer Sonacotra connaissent une bonne affluence, pour la journée portes ouvertes, organisée par le Comité de Résidents du Foyer en grève depuis le 1^{er} septembre 76. Un foyer qui, depuis le début de la grève, a toujours tenu sa place dans cette lutte, y compris dans les moments les plus difficiles, en particulier en 76 avec les 18 expulsions de délégués. La bourgeoisie ne s'y était d'ailleurs pas trompée, puisque dans ce seul foyer, 3 délégués avaient été expulsés. En vain : non seulement la lutte a continué, mais 2 délégués sont revenus, le troisième ayant choisi de rester dans son pays, où il avait trouvé du travail.

Accrochée aux fenêtres d'une des deux tours rondes, une grande banderole rappelle la lutte. Et en bas, comme pour indiquer le chemin, d'autres banderoles. Sur les pelouses inondées de soleil, on discute, on mange des spécialités du pays. Dedans, une foule nombreuse se presse. On va voir l'expo-photos ; des montages diapos, un film sont projetés, ponctués d'interventions de résidents parlant de leurs conditions de vie, ici, de

leur lutte.

Leurs conditions de vie ? Chacun pourra les voir de ses yeux, puisque les résidents ont organisé des visites.

Dans le couloir qui fait le tour de l'étage, une chose frappe aussitôt : le rapprochement des portes ! Une porte, dix centimètres de mur, une deuxième porte, un mètre de mur...

Dedans, c'est minuscule : la porte, en s'ouvrant, passe juste au bord du lavabo. Entre le mur et le

contreplaqué de 5mm qui sert de cloison, il y a juste la place d'un homme : les bras écartés touchent des deux côtés, la largeur de la pièce dépasse tout juste le mètre !

« Si tu bouges un peu la nuit en dormant, tu cognes le contreplaqué, et tu réveilles ton voisin. Ici, c'est la mosquée ! C'est ouvert à tous les gens de la Sonacotra, qui ont tous une clé. Tu n'es pas chez toi. La nuit, le gérant peut venir à n'importe quelle heure, et il ne s'en prive pas. Il rentre avec un chien, un berger allemand, il vient voir si tu es là, si tu es tout seul. Et quand il change les draps — ce n'est pas souvent — il ferme la porte à double tour, et avec la clé que tu as, tu ne peux pas ouvrir quand la clé a tourné deux fois ! »

On fait le tour des douces : deux pour 16 personnes, dont une fuit en

permanence. La cuisine / 8 réchauds pour tout l'étage (32 résidents), dont une partie ne fonctionne pas. Les frigos ? « Une fois que tu as mis une bouteille d'eau dans ton casier, c'est fini ». Les chaises plastiques, vieilles de dix ans, sont toutes fendues. Les fenêtres de la cuisine ne sont jamais nettoyées. « C'est ça, les hôtels Sonacotra ».

Tous insistent : ce n'est pas seulement quelques améliorations du service, ou une diminution du loyer qu'ils demandent : c'est aussi le respect de leur dignité, la liberté qu'ils exigent, la fin des gérants racistes.

C'est tout cela qu'ils redisent, dans la salle du bas, où les danses arabes, les chants, les films alternent dans la joie. La joie d'avoir réussi à s'unir, et de poursuivre cette lutte depuis 3 ans, ensemble

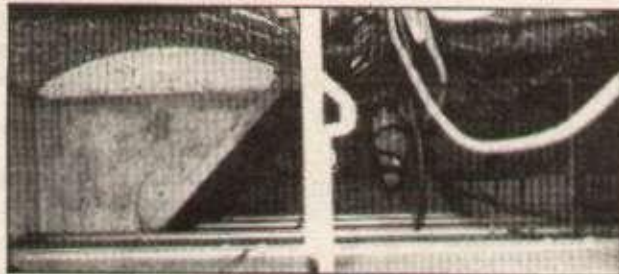
Monique CHÉRAN

Scelzo (Marseille)

Micro espion
contre délégués

Les atteintes aux libertés et droits syndicaux, de la part du patronat, et particulièrement les entraves à la fonction des militants syndicaux et du personnel, se sont multipliées ces dernières années. La direction de l'entreprise Scelzo, à Marseille, vient d'ajouter un nouvel accessoire à la panoplie anti-syndicale, le micro.

A l'entreprise Scelzo, à Marseille, les délégués syndicaux tiennent depuis quelque temps déjà leur réunion dans le vestiaire de l'usine, faute de posséder



un local syndical. Dernièrement, ils découvraient dans le plafond du vestiaire, une plaque cachant un micro ! L'huissier auquel ont fait appel les

délégués, chargé du constat, a décrit ce qui suit : «...ayant ôté une des plaques fermant le faux plafond de cette pièce, nous avons pu constater la présence, relié à un fil électrique, d'un appareil enfoncé dans une peau de mouton. Ayant prié notre requérant d'enlever cette peau de mouton, à l'intérieur se trouvait tout l'appareillage d'un micro. Nous avons alors constaté que cet appareil comprenait :

- deux transistors ;
- un micro de 10 mm sur 13 mm ;
- trois bobines portant les initiales SDECO et ayant pour référence + 200 MP.

Nous avons pu alors nous rendre compte que ces opérations de constat terminées, cet appareil a été remis dans sa peau de mouton, laquelle a été fermée par des bandes de papier scotch, elle a été ensuite replacée à l'endroit où elle se trouvait.

Le syndicat CGT de Métaux vient de porter plainte au procureur de la République.

Seine St Denis

Succès chez Gallay

Même les plus intransigeants des patrons sont obligés de céder devant la détermination des travailleurs.

Ainsi, les travailleurs de Gallay (maison mère d'un groupe de 2 100 travailleurs en France) ont réussi à obtenir 100 F d'augmentation au 1.09.78, une grille unique des salaires pour les 6 usines, la réduction de 30 mn du temps de travail soit une augmentation de 10,5 % depuis le début de l'année pour les bas salaires. Pas de sa-

laire au-dessous de 2 450 F donc. Déplafonnement de la prime d'ancienneté jusqu'à 17 % pour 20 ans de maison et 1 journée de congé supplémentaire pour les femmes de plus de 55 ans ayant 5 ans d'ancienneté (25 % des femmes dans l'usine).

Cela est, entre autres, le résultat de l'impulsion de la jeune section CFDT de St Denis à l'origine de la première coordination des usines d'emballages métalliques du groupe et du mouvement de grève de

juin-juillet dernier (voir QdP des 6 et 8 juillet) qui portait sur 200 F d'augmentation pour tous.

Après deux jours de piquets de grève, le patron nous envoyait la police. Le lendemain sous une promesse de négociations début septembre, le travail reprenait avec la décision de reprendre la grève dès que nécessaire. Grâce à la coordination CGT-CFDT, des mouvements avaient eu lieu partout.

Corres. GALLAY

Pont-à-Mousson (Rilleux)

Seconde semaine
d'occupation
contre les licenciements

Vendredi, devant leur usine qu'ils occupent depuis le 11 septembre, les travailleurs de Pont à Mousson Rilleux étaient regroupés avec les délégués de quelques usines de la zone industrielle de Rilleux Caluire (Rhône) pour un meeting de solidarité. Prirent tour à tour la parole, un responsable de l'UL CGT, un délégué CGT de l'usine retraçant l'histoire de leur lutte, puis enfin un délégué CGT de l'usine de St Priest (Rhône) du même groupe Pont à Mousson, en lutte depuis plusieurs mois contre les licenciements, témoignant de la solidarité qu'il est nécessaire de construire entre les travailleurs de

toutes les usines du groupe (19 en tout). La question se pose maintenant de savoir comment aller plus loin que les paroles, comment concrétiser le soutien apporté oralement lors de ce meeting afin que la lutte soit victorieuse. Lundi matin, les travailleurs déterminés repartent pour une seconde semaine d'occupation.

Rappelons qu'à Pont à

Mousson St Priest, Beullac décidait le 8 décembre 1977 130 licenciements refusés par l'inspecteur du travail. Les travailleurs gravement menacés par les licenciements, mais aussi par le chantage (diminuer les salaires de 15 % ou bien augmenter d'autant la productivité) mènent la lutte malgré beaucoup de difficultés.

Téléphonez au Quotidien
636 73 76

Le Puy

LE SALON DU BLUFF ET DE LA PROVOCATION

Au moment même où se poursuivent les luttes d'Elastelle et des Tanneries Françaises Réunies pour l'emploi, le ministre, élu UDF de la Haute Loire, annonce pour les 27 et 28 septembre au Puy le «2^e salon national de la création d'entreprises». Pour les travailleurs en lutte et les 4 000 chômeurs du département, c'est un coup de bluff du pouvoir, une véritable provocation.

Déjà, depuis un an 132 entreprises ont licencié, dont 4 entreprises sur le Puy même : TFR : 1 000 suppressions, Elastelle : 110, Plantin : 80, Chaden-son : 60. Sur les 2 000

contrats Barre du pacte national de l'emploi passés en Haute Loire, 90 % sont aujourd'hui au chômage...

Et Barrot et ses amis voudraient occuper le terrain, par un salon de la

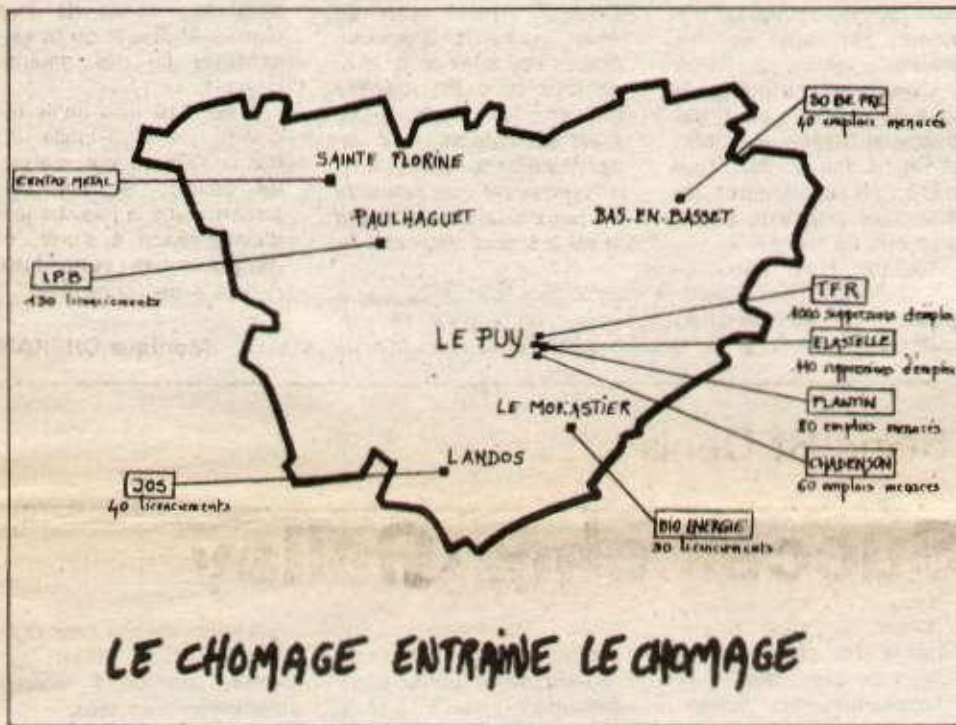
création d'entreprises ! Monory (ministre de l'Industrie), la DATAR, le Conseil régional Auvergne patronnent également cette initiative, pour laquelle 50 «créateurs d'entreprises» potentiels ont été sélectionnés. La Chambre de commerce se réjouit dans l'*Eveil du Puy* et voudrait faire croire à un espoir pour l'emploi et «montrer qu'il y a des possibilités de créations d'entreprises au Puy». La

ville du Puy a déjà mis à la disposition des stands et le jardin Henri Vinay.

Ecœurés, les travailleurs d'Elastelle et des Tanneries et leurs Unions Locales CFDT-CGT recherchent actuellement les moyens d'une réplique de taille, d'un refus collectif de cette opération. L'idée d'un «rassemblement pour l'emploi» (déjà discuté cet été dans certaines sections syndicales) se fait jour. Donner la parole aux travailleurs en lutte contre le chômage au moment où plastronneront les «chasseurs de primes», prétendus «créateurs d'entreprises» : voilà qui donnerait alors un sens concret à la protestation CGT-FEN-CFDT qui dénoncent, dans un communiqué, l'«utopie» et la propagande gouvernementale visant à faire croire que les «pouvoirs publics se préoccupent sérieusement des emplois» (ce qui estiment que ce sont 200 entreprises qu'il faudrait voir implanter) !

Stéphane RAYNAL

RECTIFICATIF : Dans l'article du N° de vendredi 15-09 du QDP sur *Manu-france*, une «coquille» a fait indiquer «3 000 suppressions de postes» là où il y en avait «1 000» en fait.



«Pilote» censuré

La commission paritaire des publications et agences de presse vient de radier le mensuel de bandes dessinées *Pilote*. Résultat immédiat pour *Pilote* : la fin des tarifs préférentiels consentis aux publications membres de la commission paritaire (tarif postal moins élevé, TVA plus faible sur les fournitures). La raison évoquée pour la radiation : *Pilote* n'aurait pas respecté la législation selon laquelle la surface dessinée ne doit pas excéder 50 % de la surface de papier. Comme par hasard, cette décision intervient alors que le journal avait fait sa une sur une caricature de Barre représenté en gros bébé jofflu...

Air Inter et sa clientèle

Selon Robert Vergnaud, PDG d'Air Inter, la grève des aiguilleurs du ciel a fait perdre 66 000 passagers à sa compagnie. Mais Air Inter, paraît-il, se porte bien : «Les bénéfices escomptés pour 78 sont conformes à nos prévisions». Simplement, «c'était meilleur il y a deux mois, avant la grève».

Pour Vergnaud, la crise économique, connais pas : «Le taux d'expansion du trafic était à mi-78 de près de 9 % !». Et son directeur général de renchérir : «Le chômage ne nous retire pas de clientèle, car ce n'est pas notre clientèle...».

Tunnel sous la Manche : nouveau projet

Le tunnel sous la Manche refait surface : un nouveau projet moins prétentieux sera prochainement soumis aux gouvernements français et britannique. Le projet initial, abandonné en 74, prévoyait deux tunnels jumelés. Le coût de l'opération était trop important pour que les deux pays envisagent sérieusement son exécution. Mais l'idée de sortir la Grande Bretagne de son insularité est tenace, son exécution serait pour ce pays un atout économique important, en favorisant les échanges économiques avec les pays européens.

Le nouveau projet se contente d'un seul tunnel, avec voie ferroviaire unique, qui serait ouverte alternativement dans un sens, puis dans l'autre, et permettrait le passage de 12 trains par jour. Le financement de l'opération, d'un montant estimé à près de 5 milliards de francs, pourrait être fait pour partie par un prêt de la Banque Européenne d'Investissement.

Communiqué de presse

Résultat du tirage des bons de soutien au Quotidien du Peuple

Edités par la Fédération de Lorraine du Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste

Dimanche 10 s'est déroulé à Fameck le tirage au sort des bons de soutien au *Quotidien du Peuple* édités par la Fédération de Lorraine du Parti Communiste Révolutionnaire (ml).

En voici les résultats :
- Le n° 1 001 permet à son souscripteur d'effectuer un voyage de 3 semaines en République Populaire de Chine (d'une valeur d'environ 9 000 F), à une date à convenir.
- Les n° 1 000 et 2 169 permettent à leurs souscripteurs d'effectuer des achats dans une librairie de leur choix pour une valeur, respectivement, de 500 F et 200 F.

La Fédération de Lorraine remercie tous ceux qui ont participé à cette souscription. Elle permettra d'apporter une contribution à l'effort pour améliorer sans cesse le *Quotidien du Peuple*. Elle permettra également à une personne de notre région de connaître la réalité concrète de la Chine, de se rendre compte des succès considérables remportés par le peuple chinois dans la construction du socialisme.

Communiqué du SY. CO. PA
(tél : 280 23 75)

CGT-CFDT : rencontre au sommet

Après plus de six mois d'invectives et de polémiques, Edmond Maire et Georges Séguy se rencontrent lundi après-midi.

Dans un contexte de rentrée marquée principalement par une aggravation importante des fermetures d'usines, du chômage, des attaques contre les chômeurs, les travailleurs attendent des perspectives. De même, les prix en cette rentrée ne font pas la pause : denrées alimentaires, loyers, impôts, le pouvoir d'achat des masses populaires va encore en prendre un sacré coup.

Dans ces conditions, il serait bien venu que des orientations claires, des propositions précises soient élaborées pour engager la lutte contre les mesures d'austérité de la rentrée. Telle ne semble pas être la préoccupation majeure des directions syndicales. Le vide total de la direction CFDT ne sera pas comblé par les dérisoires propositions CGT d'une semaine sur l'emploi avec délégation au ministère.

Ainsi, la question est à nouveau posée de passer outre la volonté d'immobilisme des directions syndicales. Dans la foulée de ce qui s'est produit au printemps, il convient de reprendre l'offensive, sans attendre le bon vouloir de Mrs Maire et Séguy.

**Achetez
Le Quotidien du Peuple
chaque jour
dans le même kiosque**

LA CARTE D'ABONNÉ AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT

A un abonnement a

- Front Rouge, revue politique et théorique du PCRml.
- Pékin information.
- La Chine en construction
- Réception du Manifeste pour le Socialisme.

et à un livre ou un disque au choix

PARMI LES LIVRES

LE TOME V DE MAO TSÉ TOUNG

ou

- La France de 68 (A. Delale et A. Ragache)
- 500 affiches de mai 68
- Kuo Mo Jo : poèmes de 1921 à 1964 traduits par Michelle Loi
- Adieu camarades (Roger Pannequin)
- Argentine : Révolution et contre révolution (F. Gèze/A. Labrousse)
- Salaire aux pièces (Miklos Haratz)
- Ecoles rurales, quel avenir
- Nucléaire danger immédiat (CFDT) et électronucléaire danger (groupement de scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire)

PARMI LES DISQUES

- L'homme qui regarde son pays de l'exil (Higinio Mena, chants argentins)
- Chants anti-nucléaires (Comité régional d'information et de lutte anti-nucléaire de Basse Normandie) et Argentine Solidarité (COBAS)
- Poèmes chantés de Palestine, Syrie et Tunisie (Hedi Guella)
- Ils se meurent nos oiseaux (disque édité en soutien aux luttes des bretons frappés par la marée-noire).

Sur présentation de la carte «abonné ami» du Quotidien du Peuple

- Entrée gratuite dans les meetings et réunions du P.C.R. ml
- Réductions dans certaines librairies et cinémas dans les grandes villes.

LIBRAIRIES

Aix en Provence
Librairie quotidienne
5 rue Félix Gouet (10 %)

Besançon
Lib. Les sandales
d'Empédocle
Place Victor Hugo
138 Grande Rue. (10 %)

Bourges
Lib. Nathanaël

4, cours Avaricum.

Brest
Lib. Graffiti (10 %)

Place Saint-Louis

Caen
La Licorne (10 %)

Rue Froide

Clermont-Ferrand
Lib. Jean Rome (10 %)

1 rue des Gras

Évreux
Lib. Dubois-Dehayes

rue Chartraine (5 %)

Grenoble
Le Livre ouvert

Cours Fontaine (10 %)

La Rochelle
Lib. La Genette (5 %)

Rue Rougemont

Le Mans
Lib. La Taupe

2 quai amiral Lalande

(10 %)

Lille
Librairie populaire

40 rue de Guesdes

Lyon

Librairie populaire
226 rue Duguesclin (3*)

(10 %)

Marseille

Librairie Lire (10 %)

Rue Sainte (1**)

Metz

Librairie Géronimo

Rue du Pont des Morts

(10 %)

Montluçon

Le Bouillon de culture

15 rue Barathon (10 %)

Nice

Le Temps des Cerises

50 bd de la Madeleine

(10 %)

Nantes

Librairie 71 (10 %)

50 bd de la Madeleine

Orléans

Les temps modernes

rue N. D. de Recouvrance

(5 %)

Quimper

Calligrammes

23 rue du Salié (10 %)

Perpignan

Le Futur antérieur

22 rue Grande-la-Réal

(10 %)

Reims

Le Grand jeu

20 rue Colbert

CINÉMAS

Châtelet-Victoria

19 avenue Victoria 1**

Paris

Saint-Séverin

12 rue Saint Séverin (5*)

Tarif étudiant : 10 F

La Clef

21 rue de la Clef (5*)

Tarif étud.

Seine Cinéma

8 rue Frédéric Sauton (5*)

Lyon

Cinématographe

44 cours Suchet (2*)

Tarif collect.

(5 tickets : 40 F.)

Le Canut

32 rue Leynaud (1**)

(tarif. étud.)

Nom (en capitales).....

Prénom.....

Ville.....

Date :

Abonnement normal 350 F

Abonnement de soutien 600 F

... F

Mode de versement : - en une fois - en trois fois

Indiquez par une croix dans les cases vos différents choix.
Découpez et renvoyez au Quotidien du Peuple

BP 225 75824 Paris Cédex 19.

Crédit Lyonnais Agence ZU compte n° 7713 J.

Le prix de l'abonnement est de 350 F, qui peuvent être versés soit intégralement à la commande, soit en trois fois (200 F à la commande, puis 100 F et 50 F), échelonnés sur trois mois. Nos abonnés disposeront d'une carte «abonné-ami», qui leur donnera un certain nombre d'avantages, dont nous publions la liste ci-dessus.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Marée noire : saison touristique catastrophique

LE GOUVERNEMENT DEMANDE DES DOMMAGES ET INTERETS

● Six mois après la catastrophe de l'Amoco Cadiz, le bilan est plus lourd que prévu. La «vocation» touristique de la Bretagne a accusé cet été un important manque à gagner ; malgré les appels du gouvernement à ne pas désertier les côtes breton-

nes, les touristes méfiants ont préféré passer leurs vacances ailleurs. Le gouvernement dégage sa responsabilité dans l'origine de l'accident, et dépose une demande de dommages et intérêts auprès du tribunal de New York.

La Bretagne vient d'accuser un nouveau coup : le bilan de la saison touristique est catastrophique. Dans un premier temps, immédiatement après l'échouage de l'Amoco Cadiz et sa sinistre marée noire, c'étaient de nombreux pêcheurs, ostréiculteurs, goémoniers qui voyaient leur moyen de production atteint, et ce pour un temps indéterminé. L'ampleur de la catastrophe laissait présager une mauvaise saison touristique. Elle a dépassé les prévisions, et dans le domaine purement touristique, la délégation régionale au tourisme traduit la baisse du chiffre d'affaire, dans une première estimation à 700 ou 800 millions de francs. La baisse de fréquentation de la Bretagne pour la saison (juillet, août) est de l'ordre de 60 % de touristes en moins, avec une avant-saison (avril, mai, juin) pratiquement inexistante ; 90 % d'étrangers en moins, une baisse de 55 à 75 % dans les hôtels, les campings et les meublés. Cette baisse était enregistrée sur l'ensemble de la Bretagne, et ne se cantonnait pas aux 350 kilomètres de côtes effectivement atteintes par le pétrole. Les appels répétés

de Becam, fort de son impuissance constatée lors du plan Polmar, n'auront donc pas vaincu le scepticisme des vacanciers ; d'ailleurs qui pouvait croire au vu des moyens employés et de la lenteur de leur mise en place, que l'ensemble des plages seraient propres ? Nettoyage fait à la va-vite sur les plages, en surface pour préserver la saison touristique, personne ne s'y est trompé, il suffisait de creuser un peu pour trouver le sinistre pétrole...

Mais le gouvernement français semble vouloir se blanchir de son incompétence et de sa part de responsabilité dans la catastrophe en déposant une action de dommages et intérêts contre la société Amoco International, propriétaire du supertanker, et contre le directeur des opérations maritimes de cette compagnie, auprès du tribunal de New York, siège de la société. Cette première demande, de 300 millions de dollars, a été déposée pour éviter la

forclusion ; le gouvernement vise à obtenir «une réparation intégrale des dommages subis». Mais, le maximum d'indemnisation en cas de pollution maritime, a été fixé à 30 millions de dollars par la Convention internationale de Bruxelles en novembre 69. Pour que cette limite puisse être dépassée, il faut faire la preuve que l'accident a été causé par une faute personnelle. Le gouvernement avance que cette faute aurait été commise du fait que le commandant du supertanker n'aurait sollicité que tardivement l'intervention des aides nécessaires. Mais c'est oublier que la marine nationale se contentait d'observer l'échouage du pétrolier, bien qu'une circulaire lui faisait obligation d'intervenir dès les premières difficultés du navire. En différant sans cesse la mise en place de moyens propres à éviter de telles catastrophes, (radars de surveillance, remorqueurs puissants, réglementation), en étant de plus, incapable de faire face à cette situation, le gouvernement n'a que trop démontré sa responsabilité que la recherche d'une faute personnelle ne saurait cacher.

Plogoff : 5 000 personnes contre la centrale

Près de 5 000 personnes ont participé dimanche après-midi à une marche anti-nucléaire contre la centrale de Plogoff. C'est l'avis favorable émis mardi dernier par le Conseil économique et social de Bretagne qui semble avoir provoqué cette mobilisation importante. En plus des anti-nucléaires habituels, cette marche qui s'est terminée sur le site à Feunteun-Asd, a regroupé également des agriculteurs du coin, des pêcheurs, des habitants des bourgs voisins qui composaient une bonne partie de la manifestation.

Bien entendu, les «personnalités politiques» locales de gauche avaient tenu à se montrer à cette marche «non politique».

On retiendra de cette manifestation qu'elle a été d'un succès appréciable à un moment où le mouvement anti-nucléaire semble à la recherche d'un second souffle. Ce n'est pas le moindre de ses mérites.

Arrêts maladie

Renforcement de l'appareil répressif médical

Un prochain décret doit prochainement institutionnaliser les contre-visites médicales, pratiquées jusqu'à présent par des patrons de choc, au moyen d'entreprises médicales parallèles du type «Sécurex». Dès l'application de ce décret, les patrons pourront faire passer une contre-visite médicale aux travailleurs, pour juger de l'opportunité de l'éventuel arrêt-maladie délivré par le médecin traitant. Les médecins-flics seraient désignés par l'ordre des médecins, dont on connaît par ailleurs les idées réactionnaires. Les patrons n'auront plus qu'à choisir parmi les «élus» dont on a plus à craindre qu'ils soient plus proches de la matraque que du caducée.

Cette dangereuse mesure, outre ses buts avoués (lutte contre l'absentéisme,

alléger les dépenses de la Sécurité Sociale), permettra un flicage des travailleurs et des médecins. Pour les travailleurs, repérer ceux qui manquent de «bonne volonté» et prendre les mesures qui s'imposent. Pour les médecins, faire le tri entre ceux qui se montrent compréhensifs et tiennent compte des conditions de travail souvent déplorables imposées aux travailleurs. Conditions qui peuvent mener à des troubles nerveux ou autres et qui ne sont pas catalogués par les patrons comme des maladies (les travailleurs immigrés, sous informés, en font souvent l'expérience). Les patrons n'auront plus alors qu'à désigner des médecins reconnus selon leurs critères, et qui seraient seuls habilités à délivrer des certificats médicaux (pratique déjà

mise en place : RATP...).

La médecine repâtage ne suffisait pas aux patrons, il leur faut maintenant la médecine matraque !

Fuite dans une usine de retraitement au Japon : sûr, le nucléaire ?

L'usine de retraitement des combustibles de Tokai-Mura, au Japon, vient de voir sa mise en route retardée de plusieurs mois. Prévue initialement pour la fin de cette année, elle ne pourra avoir lieu avant le prochain printemps. Une fuite radio-active a été constatée dans un canal de refroidissement du combustible. La fuite se situerait sur un conduit de réchauffage de l'acide nitrique utilisé pour dissoudre le combustible nucléaire. Cette usine n'avait fonctionné jusqu'à présent qu'à titre expérimental, et avait été construite par la France. Toujours sûres les centrales nucléaires ?

● 88 communes bretonnes demandent 500 millions de dollars de dommages et intérêts au propriétaire de l'Amoco Cadiz. Leur demande déposée devant la Cour fédérale de New York est conjointe avec celle de plusieurs groupements professionnels et associations de défense de la nature. Becam a par ailleurs annoncé la simulation d'une marée noire l'hiver prochain pour tester les mesures prévues.

IRAN «Notre pays est soumis aux pressions contradictoires des deux super-puissances... Le système économique actuel gaspille l'avenir...»

LE POINT DE VUE DE ABOL - HASSAN BANISADR

économiste iranien, membre du Comité pour la défense des droits de l'homme en Iran, militant du mouvement religieux

▷ — Vous êtes militant du Comité pour la défense et la promotion des droits de l'homme en Iran. Ce comité rassemble différentes tendances ?

— Vous savez, ce comité n'est pas lié à telle ou telle tendance politique. Ses activités sont limitées à la défense des droits de l'homme en Iran, à la défense des prisonniers politiques. Certes, chacun de nous a des activités politiques propres, mais en dehors du comité. Au niveau du comité, nous avons seulement voulu donner des droits de l'homme une autre version que celle de monsieur Carter. Nous avons donc créé le comité pour défendre les droits de l'homme en Iran, tout en essayant, selon les possibilités et les capacités des membres du comité, de dénoncer la politique américaine des «droits de l'homme». Car il s'agissait avec cette politique, et les événements l'ont montré très clairement, de camoufler une répression systématique au service de la domination de notre pays par les Etats Unis. C'était notre devoir, quelles que soient les tendances politiques, d'essayer de démasquer cette politique de domination de Carter, qui, si elle continue, aboutira à la fin de notre nation. C'est avec cet objectif et dans ces limites, que nous avons donc lancé le comité il y a un an environ.

▷ — Vous êtes également militant du mouvement religieux.

— Vous savez, chaque pays, chaque peuple, a ses traditions de lutte. Et la religion chiite ce n'est pas comme la religion chez vous. Pas du tout. Votre religion était liée au pouvoir politique, elle justifiait le pouvoir. Notre religion, elle, est anti-pouvoir, et pendant 14 siècles, tous les mouvements contre la mainmise étrangère en Iran ont été menés par cette religion. On a affaire à une spontanéité organisée, et c'est l'expression religieuse du peuple qui s'est manifestée le jeudi précédant le vendredi noir. C'est le peuple qui a pris l'initiative, il s'était organisé de telle manière que durant douze heures de manifestations, il avait tout prévu, y compris veiller à la propreté des rues et des avenues. Il a montré une capacité et une conscience sans faille, cela a effrayé le Shah qui voit ainsi se dresser devant lui un peuple, unanime pour rejeter le régime.

Une organisation politique comme vous l'avez en Europe, en Iran, actuellement ça ne marche pas. Ce sont plutôt des tendances qui trouvent une expression à travers des gens, des tendances qui se contredisent, se rapprochent, s'éloignent, puis en fin de compte s'engagent dans un processus de marche en avant, comme vous le voyez aujourd'hui en Iran. On ne peut pas dire qu'il y a une tendance unique qui est l'expression du mouvement. Tout cela est lié à la situation particulière de l'Iran, dont le peuple, dans son histoire s'est toujours trouvé pris entre des forces étrangères contradictoires. A l'Est, il était menacé par les agressions, et contraint quelquefois à des exodes massifs, à l'Ouest, il subissait les

attaques permanentes qui venaient de l'empire ottoman. L'Iran était donc toujours en guerre, toujours un champ de bataille. Au début du siècle, l'Iran se trouvait placé, entre la Russie tsariste d'une part et la puissance anglaise, d'autre part. Aujourd'hui, c'est entre l'Union soviétique et les USA. L'Iran est placé sous cette double pression des deux super puissances qui ont pour objectifs principaux dans notre pays, la mainmise sur ses richesses pétrolières, l'intégration de l'armée et de la bureaucratie ; ainsi on peut dire que l'armée iranienne avec ses 3 500 conseillers US fait partie de l'armée américaine, l'intégration de son économie dans leur propre économie.

Etant donné l'importance stratégique de l'Iran, il s'agit pour

ces deux superpuissances. Voilà les éléments que notre peuple doit prendre en compte, avec une finesse sans pareil. C'est un problème d'équilibre négatif, c'est-à-dire agir de telle manière que tout en supprimant la domination d'une puissance, on empêche l'autre d'intervenir.

Les courants d'idée se retrouvent comme lors de la manifestation d'un million et demi de personnes à Téhéran, pour créer une unité exemplaire d'hommes et de femmes. Ça ne peut s'expliquer que par la situation particulière de l'Iran, soumis à des pressions contradictoires qui menacent son existence même.

▷ — Quelle est selon vous la nature exacte du mouvement actuel ?



La jeunesse dans les rues : 2/3 de la population a moins de 30 ans.

chacune de ces super-puissances d'intégrer ce pays dans sa stratégie générale, militaire, économique et politique, et d'utiliser notre pays, comme les autres pays dominés, pour lui faire subir les conséquences des crises dans le système mondial de l'impérialisme. Il s'agit enfin d'imposer un système social qui permette la réalisation de ces différents objectifs. De plus, pour la Russie soviétique, vous savez qu'il y a des républiques asiatiques qui n'étaient historiquement que des parties de notre territoire, qui en ont été séparées par deux guerres entre l'Iran et la Russie tsariste, Turkménistan, etc. Au point de vue culturel et même économique, ces régions font partie de l'Iran. Et les habitants de ces régions se considèrent comme proches de nous. A mon sens, les Russes ne veulent jamais un régime indépendant en Iran, un régime dominé par eux-mêmes, ça d'accord mais, un régime indépendant, ça ils ne le veulent pas. Parce que l'existence d'un tel régime aurait des répercussions sur les Républiques du plateau iranien, qu'ils dominent. De plus, l'URSS a ses objectifs, elle veut dominer notre pays en tant que position stratégique importante et avec ses richesses. Alors, quoi faire dans cette situation vis-à-vis de forces aussi importantes que

— Depuis 1970-71, nous avons essayé d'expliquer la situation de l'Iran, et les tendances essentielles de son avenir proche et lointain. Le développement dont parle le Shah, c'est un bluff sans contenu réel, qui se réduit à la consommation d'importations payées par l'exportation, le gaspillage de nos richesses. Mais, les importations ne sont pas neutres, elles agissent sur notre économie, et de telle manière qu'elles prédisent sa destruction. Aujourd'hui, la crise de notre économie est liée directement à la destruction de l'appareil productif. Tout d'un coup, un peuple qui était intoxiqué par la grandeur des chiffres, à qui on disait : avec le pétrole, de toutes façons, on a 20 milliards de dollars par an de revenus, quoi qu'il arrive, à qui on disait : quelle que soit l'importance de la corruption, on peut sortir du sous-développement, ce peuple se rend compte que l'augmentation des revenus n'a servi qu'à augmenter les effets destructifs des mécanismes dominants de notre économie. Même Amini, qui était ministre des Finances pendant le coup d'Etat contre Mossadegh, puis premier ministre du Shah en 1962, parle aujourd'hui de cette destruction.

▷ — En quoi consiste-t-elle ?

— Pour prendre l'exemple de l'agriculture, il faut rappeler que l'agriculture iranienne était basée sur un système de canaux d'irrigation. C'était un réseau souterrain qui avait été constitué depuis des siècles. Il y avait avant la «révolution blanche» du Shah, 40 000 canaux en Iran. Aujourd'hui, il n'en reste plus que 8 000, le niveau d'eau a diminué. Avec sa réforme, le Shah a mis le système bancaire à la disposition des capitalistes à la campagne, il leur a donné des crédits avec lesquels ils ont construit des puits profonds, entraînant l'assèchement d'une partie des canaux. En conséquence, nombre de paysans ont dû quitter la terre, des régions entières ont été désertifiées, tandis que les gros propriétaires ont plus de terres qu'avant la réforme agraire. De

matérielles du pays, de son travail.

▷ — Vous parlez de mythe de l'industrialisation. N'y a-t-il pas un développement de certaines industries ?

— L'industrie iranienne n'est qu'un appareil de drainage des ressources vers l'extérieur. On n'a pas fait en Iran une économie pour diminuer les besoins vis-à-vis de l'extérieur mais, une économie qui augmente ces besoins.

Et comme d'ici 20 ans, nos réserves de pétrole seront épuisées, il faudra obtenir les devises par les exportations non pétrolières, en multipliant celles-ci considérablement. Mais, par quel miracle peut-on le faire ?

J'ai réalisé une étude sur le plan iranien : toutes les branches existantes de l'industrie iranienne, par exemple la pétrochimie, font partie de multinationales et sont dépendantes de circuits mondiaux. La pétrochimie produit pour le circuit mondial mais n'a aucun rapport avec notre économie. Les industries développées l'ont été de telle sorte qu'il n'y a entre elles aucun rapport de complémentarité, donc il faut multiplier les importations.

▷ — Comment a surgi le mouvement populaire dans ce contexte ?

— Lorsqu'on étudie les événements, le déroulement des manifestations, au cours des dix mois écoulés, on constate que les objectifs qui ont été attaqués sont les banques, les cinémas, et les sièges locaux du parti unique. C'est en rapport direct avec la crise dont je viens de parler. D'abord il faut noter que la structure d'âge de notre société est très jeune : 80 % de notre population a moins de 40 ans, 65 % moins de trente ans. C'est donc une nation toute jeune mais avec une jeunesse dont l'avenir est bouché. Ceci déjà crée une situation explosive, et on a pu constater la grande jeunesse de la masse des manifestants. En attaquant les banques, les jeunes ont voulu s'en prendre à un système bancaire qui est au service de la domination étrangère, notamment américaine, et vis-à-vis duquel le peuple est soumis à un endettement croissant. Tous les Iraniens s'endettent pour pouvoir consommer. Compte-tenu du taux très élevé de l'intérêt en Iran, ceci crée une grave situation pour le peuple. Dans les villages, ce taux est de l'ordre de 50, 60, 70 et même 100 %.

Et chacun doit s'endetter auprès d'usuriers pour rembourser l'argent de la banque. C'est le cercle vicieux, et au niveau du peuple, la dette augmente sans cesse.

Propos recueillis par
Franck ROUSSEL
et
Jean-Paul GAY

Demain,
la suite
de cet entretien

Erythrée : la contre-offensive du FPLE se poursuit

Selon le porte-parole du FPLE, à Khartoum, les forces du mouvement de libération ont repoussé une attaque des forces éthiopiennes du dictateur Mengistu contre la ville de Keren. Le FPLE, après avoir effectué un repli devant l'offensive de Mengistu cet été, aurait maintenant repris le contrôle des routes du pays pour bloquer tout ravitaillement des troupes de l'ennemi dans les villes d'Erythrée que celui-ci occupe.

URSS : la répression contre le syndicat libre s'accroît

Madame Koutcherenko, fondatrice au début de cette année du syndicat libre soviétique, vient d'être internée à l'hôpital psychiatrique n°13 de Moscou. Elle est la cinquième du groupe fondateur à avoir été enfermée dans un bain psychiatrique, le dirigeant du syndicat Khlebarov l'ayant été le 7 février.

D'autre part, selon certaines informations, quatre travailleurs de Tbilissi et Bakou auraient été arrêtés au mois d'août, puis condamnés à mort pour avoir déclenché une grève dans leur usine.

Tunisie : mesures d'intimidation contre les syndicalistes et leurs avocats

La Cour de Sureté de l'État, en renvoyant le procès des syndicalistes tunisiens au 28 septembre, a pris des mesures destinées à intimider les inculpés et leurs avocats. Habib Achour, dirigeant du syndicat UGTT, avait demandé que soient récusés deux juges. En effet, ceux-ci, en tant que députés avaient voté la levée de l'immunité parlementaire des syndicalistes membres du Parlement. Les juges ont répondu en infligeant à l'inculpé une amende pour diffamation. Quant aux avocats, ils ont été menacés par le président de la Cour de radiation du barreau s'ils persistaient à présenter une défense politique.

ONU : pour la décolonisation de Porto-Rico

La semaine dernière, le comité spécial de l'ONU sur la décolonisation a adopté une résolution au sujet de Porto-Rico réaffirmant le droit du peuple de Porto-Rico à l'autodétermination et à l'indépendance, le comité réclame l'arrêt de la répression des patriotes par les États-Unis et la libération des prisonniers politiques.

Dans les débats, les représentants des pays non-alignés, comme la Tanzanie et la Yougoslavie ainsi que celui de la Chine ont réaffirmé leur soutien à la lutte du peuple porto-ricain contre l'impérialisme US pour son indépendance.

Arrivée de 300 fascistes américains

Un groupe de 300 volontaires américains venant d'organisations fascistes et encadrés par des anciens du Vietnam, est arrivé en Rhodésie. Le chef du commando a déclaré qu'ils venaient sur invitation de Smith pour «exterminer les guerilleros africains». Les fascistes sont partis des USA et ont fait escale en Grande-Bretagne, sans qu'aucun obstacle soit mis à leur entreprise.

Selon certaines informations, 54 % des soldats blancs de l'armée raciste rhodésienne seraient des mercenaires américains et européens engagés ces dernières années.

Rhodésie (Zimbabwe) : Des centaines de patriotes arrêtés

UN AVEU DE FAIBLESSE DE SMITH

Après le discours de Smith appelant à la guerre à outrance contre le Front Patriotique du Zimbabwe, des centaines de militants patriotes de la ZANU et de la ZAPU ont été arrêtés par le pouvoir raciste de Salisbury.

Il s'agit d'une application de «l'extension de la loi martiale» que Smith avait annoncée. Ce ensemble de mesures permet un renforcement des pouvoirs déjà énormes de la police

et de l'armée raciste : couvre feu, zones interdites, détentions arbitraires, etc... De plus en arrêtant des centaines de militants «légaux» du Front patriotique, le gouvernement de Smith prétend étrangler la guérilla. Projet tout à fait illusoire, alors que la guérilla contrôle aujourd'hui pratiquement toutes les zones rurales et qu'elle développe aujourd'hui son organisation militaire et politique clandestine au sein des zones urbaines.

D'autre part, en prenant ces mesures contre les militants patriotes qui apparaissent au grand jour, Smith donne le coup de grâce au «réglement interne» qu'il avait signé en mars avec les trois fantoches africains acceptant de collaborer avec lui. En maintenant pour l'essentiel le régime de terreur dans le pays, il avait fait relâcher un certain nombre de détenus politiques et avait levé l'interdiction de la ZAPU. En revenant aujourd'hui sur le peu qu'il avait lâché, Smith semble fermer la porte aux plans de compromis que les impérialismes occidentaux tentaient de mettre sur pied. Les élections que le prétendu «gouvernement de transition» prétendait organiser avant la fin de

l'année ne pourront le faire : d'une part parce que la guérilla a décidé qu'elles ne se tiendraient pas, d'autre part parce que Smith ne peut plus faire état devant l'opinion publique d'une quelconque «libéralisation».

Les progrès militaires décisifs de la lutte de libération ces derniers mois ont obligé Smith à changer de tactique et à abandonner le «réglement interne». Le renforcement de la répression qu'il vient de décider condamne également les manœuvres impérialistes destinées à diviser le Front Patriotique et dont le dernier reflet a été la rencontre Nkomo-Smith en Zambie. Aujourd'hui, les États-Unis et la Grande

Bretagne qui proposaient une «Conférence de tous les partis» et envisageaient un «élargissement du règlement interne à Nkomo» se trouvent dans l'impasse.

Le 13 septembre, Robert Mugabe, dirigeant de la ZANU et co-dirigeant avec Nkomo du Front Patriotique, a déclaré à un journal éthiopien : «C'est seulement par nos efforts de guerre que nous pouvons éliminer l'ennemi et conduire le peuple zimbabwéen vers l'indépendance véritable et la création de son autorité souveraine sur son pays... La position, connue de tous, du Front Patriotique est de ne jamais négocier avec Smith».

Jean-Pierre
CHAMPAGNY

Agression contre le Botswana

Mettant en œuvre ses menaces Smith a envoyé ses troupes commettre une agression contre un pays africain frontalier de la Rhodésie, le Botswana. Le 11 septembre, un certain nombre de soldats de l'armée raciste ont franchi la frontière à Kazungula et ont ouvert le feu sur les forces de défense nationale du Botswana. Celles-ci ont riposté et ont tué au moins quatre soldats de Smith. Dans un communiqué, le gouvernement du Botswana affirme qu'il est déterminé à prendre tous les moyens pour défendre sa souveraineté nationale.

Afrique du Sud

LES RACISTES ATTAQUENT UN BIDONVILLE, PLUSIEURS TUÉS

Jeudi, la police du gouvernement raciste d'Afrique du Sud a pris d'assaut un bidonville habité par des Noirs, proche de la ville du Cap, délogeant et chargeant les habitants à coups de matraques et de grenades lacrymogènes. Malgré la censure totale faite sur ces événements, il semble que plusieurs Noirs aient été tués.

Dans la nuit de mercredi à jeudi, les flics, au nombre de 60, ont encerclé le bidonville pour tenter de découvrir des Noirs sans papier et les expulser. La plupart des habitants, qui

s'attendaient à ce raid contre leur quartier étaient restés éveillés et attendaient la police. Très vite, des incidents ont éclaté. Après avoir tiré sur un Noir qui tentait de s'enfuir, les flics ont ensuite effectué des charges dans tout le bidonville en lançant des grenades. C'est ainsi qu'un bébé, porté sur son dos par sa mère, est tombé et a été piétiné par une charge. Des centaines d'habitants ont été arrêtés à la suite des affrontements. Le chef de la «police anti-émeute» du Cap a purement et simplement nié les

faits, affirmant que «l'opération était un contrôle de routine», et que ses hommes avaient tiré «en état de légitime défense».

Les rafles de ce genre dans les ghettos noirs et les bidonvilles se multiplient depuis quelques mois en Afrique du Sud. Il s'agit, pour le pouvoir raciste, d'expulser les familles et les chômeurs, ne permettant qu'aux travailleurs Noirs de rester dans les zones blanches. A terme, tous les improductifs seraient dans les zones réservées aux Noirs (réserves appelées bantoustans) tan-

dis que les travailleurs seraient tous parqués dans des cités dortoirs à proximité des zones urbaines blanches. En donnant une prétendue «autonomie» aux bantoustans, le régime raciste ne fait qu'aggraver l'apartheid, puisque ce système ferait du travailleur d'Afrique du Sud un immigré, que les patrons pourraient licencier et expulser à leur gré.

Les affrontements de jeudi marquent une résistance accrue du peuple d'Afrique du Sud contre cette stratégie du gouvernement raciste.

Allemagne-Angleterre : arrestation d'Astrid Proll

Après l'exécution par la police allemande de Willy Peter Stoll, un autre membre de la «Fraction Armée Rouge», Silvia Hertzinger a été arrêtée à Wiesbaden. D'autre part, on apprend l'arrestation en Angleterre d'Asteid Proll, une des fondatrices du groupe de Baader. Celle-ci, emprisonnée plusieurs années à Cologne et soumise à la «torture blanche» de l'isolement total, était tombée gravement malade du fait de ses conditions de détention et avait obtenu un sursis médical. A Londres, où elle avait trouvé du travail, elle semblait chercher à se faire oublier. Si la police allemande la recherche, ce n'est que sur la base de soupçons policiers sans preuves. La Grande-Bretagne va-t-elle l'extrader pour cette raison ?

Côte d'Ivoire : lutte contre les hausses des transports

Face à des mesures d'augmentation des transports (doublement des prix), en Côte d'Ivoire, un mouvement de boycott et de refus des hausses s'est développé à la suite de la diffusion de tracts appelant à la lutte. Le gouvernement d'Houphouët Boigny a répondu par une vague d'arrestations : au moins 80 personnes ont été emprisonnées depuis le 18 août, parmi lesquelles bon nombre d'étudiants et stagiaires ivoiriens en vacances au pays. L'Union Nationale des étudiants de Côte d'Ivoire appelle les anti-impérialistes français à dénoncer la répression.

PROGRAMME TÉLÉ

Lundi 18 septembre

TF 1

16 h 35 - Ciné-folies. *Extraits de films des années 30.*
 17 h 55 - A la bonne heure : bataille autour de l'alcootest
 18 h 25 - Un, rue Sésame.
 18 h 55 - Christine
 19 h 15 - Une minute pour les femmes
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 45 - L'inconnu de 19 h 45
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - La grande bourgeoise. *Film italo-français de Mauro Bolognini (1974). Avec Giancarlo Giannini. Drame social.*
 22 h 20 - Catherine Deneuve à l'aventure
 23 h 15 - Journal et fin

A 2

18 h 35 - C'est la vie
 18 h 55 - Des chiffres, des lettres
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 45 - Top club
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - Ciné music
 21 h 35 - Cartes sur table
 22 h 35 - L'Europe
 23 h 05 - Journal et fin

FR 3

18 h 55 - Tribune libre : Pierre Daix. *La violation des droits de l'homme en Tchécoslovaquie*
 19 h 10 - Le chevalier de cœur : dessin animé.
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 40 - Télévision régionale
 19 h 55 - Flash journal
 20 h 00 - Les jeux de vingt heures
 20 h 30 - Les mariés de l'an II. *Avec Jean-Paul Belmondo et Marlène Jobert. Comédie historique.*

Mardi 19 septembre

TF 1

18 h 55 - Christine
 19 h 15 - Une minute pour les femmes
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 45 - L'inconnu de 19 h 45
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - La ronde de nuit. *Film TV*
 22 h 00 - La jalousie aujourd'hui
 22 h 55 - Journal et fin

A 2

18 h 35 - C'est la vie
 18 h 55 - Des chiffres, des lettres
 19 h 45 - Top club
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - Les dossiers de l'écran. *Les envoutés. Téléfilm américain en version française*
 23 h 30 - Journal et fin

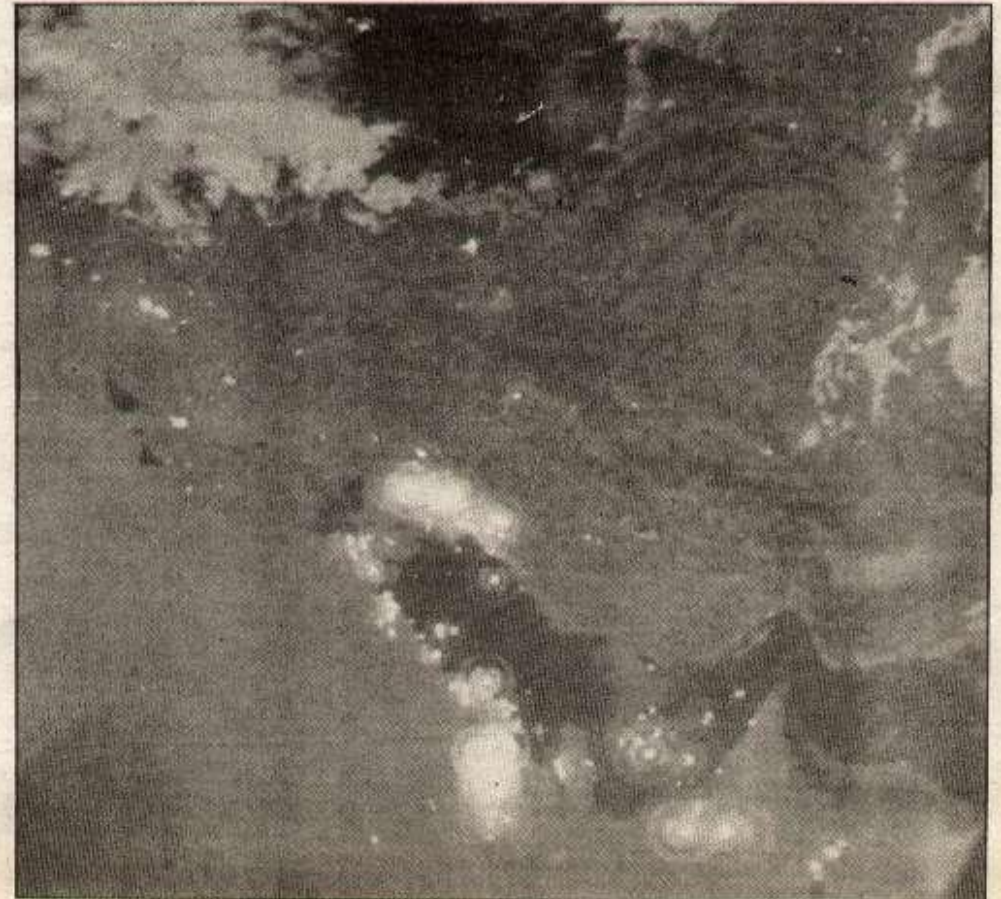
FR 3

19 h 10 - Le chevalier de cœur
 19 h 55 - Flash journal
 20 h 00 - Les jeux de vingt heures
 20 h 30 - Sissi. *Film autrichien d'Ernst Marischka 1955*

INFORMATIONS GÉNÉRALES

LES GISEMENTS PÉTROLIFÈRES DU GOLFE, VUS DE SATELLITE

Prise de nuit par le satellite météorologique Landsat, cette photo montre l'ensemble du Golfe arabo-persique et une partie de la mer Caspienne, que borde l'Union soviétique. Les terres sont faiblement éclairées par le clair de lune, mais le principal intérêt de cette photo ne réside pas là : tout autour du Golfe, et même en mer, les tâches lumineuses correspondent aux torchères de gaz perdu des gisements de pétrole. Près de la moitié des réserves mondiales connues se situe dans cette région. Or, le pétrole n'est jamais présent seul, dans les couches géologiques. Différentes sortes de gaz naturels, formés d'hydrocarbures plus légers, sont comprimés au dessus du pétrole. Lorsque le gisement comporte une très forte proportion de pétrole, les compagnies pétrolières jugent plus rentable de laisser s'échapper les gaz, et pour éviter les risques d'explosion, de les brûler.



On mesure sur cette photographie prise à 900 km du niveau de la mer l'importance de l'énergie ainsi gaspillée. Ce n'est pas le propre des compagnies pétrolières occidentales (ou koweïtiennes, iraniennes, saoudiennes...) d'ailleurs :

sur le bord gauche de la mer Caspienne, en haut du cliché, on distingue la tâche blanche de Bakou (URSS) où se situent aussi d'importants gisements pétrolifères, et où les torchères brûlent jour et nuit.

Le Quotidien du Peuple
 Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
 Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
 CCP N° 23 132 48 F - Paris
 Directeur de Publication : Y. Chevet
 Imprimé par IPCC - Paris
 Distribué par les NMPP
 Commission Paritaire : 56 942

imro: des travailleurs aux pieds nus

La lutte racontée
 par les travailleurs eux-mêmes

Extraits

10^e épisode

Aux Editions Fédérop

Le lendemain, samedi, nous irons faire, à titre gracieux, bien entendu, des heures dans l'entreprise. Y'avait plus de chefs, plus de patrons, ça n'existait plus tout ça, c'était envolé. Le territoire était libéré !

Alors que Paris-Normandie titrait sur toute une page : « *IMRO, liquidation des biens, est-ce la fin ?* », les copains se réunissaient pour étudier la tactique à mettre en œuvre. Et tout d'abord, la tâche la plus urgente sera de fermer tous les bureaux, tous les tiroirs à clefs et de se réapproprier celles-ci. Car c'était nos clefs, depuis le temps qu'on les voulait, qu'on les guettait ! Ces clefs seront d'ailleurs notre première découverte : c'est pas pensable le nombre de clefs qu'il peut y avoir dans une usine pour cacher des tas de petits secrets mesquins qui n'ont nulle raison d'être. Pendant l'occupation, il n'y aura plus qu'une seule clef, celle ouvrant la porte principale de l'entreprise, une clef qui ne sera utilisée que quelques heures par nuit.

Ce premier week-end, nous n'occuperons pas, pour la bonne raison que nous n'étions pas encore licenciés : c'est là où on voit qu'on a toujours été réglé ! Ce seront les jours suivants qui seront déterminants quant à l'avenir de notre lutte.

Lundi 29 septembre 1975. Ce matin, sur le trottoir, nous attendons l'arrivée des syndicats qui se feront huer dès leur apparition. Ils venaient pour la dernière réunion extraordinaire du comité d'entreprise. Nous nous installons dans la salle de réunion et soudain les ouvriers du laboratoire arrivent et s'écrient : « *les films ne sont plus là* ». En un bond nous dévalons les escaliers, nous accrochant au passage avec les cadres qui eux nous réunissent tous dans la salle du bureau de fabrication. Et là, on expédie aux

syndics qu'il n'y aura pas de réunion tant que les films ne seront pas restitués.

Dans l'imprimerie, un des coûts les plus importants est celui de la composition — ou la frappe — du texte. Ces textes sont reproduits sur des films et ces derniers, à la suite d'une insolation réalisée par une source lumineuse, seront reportés sur une plaque métallique : cette plaque constituera la matière imprimante. Ces films sont très légers et donc aisément transportables, ils représentaient en outre une somme inestimable. La revente de ce matériel à d'autres imprimeurs ne pouvaient que les intéresser car cela leur aurait permis de casser les prix face à d'autres concurrents, sans oublier la constitution d'une clientèle à très peu de frais, si ce n'était sur le dos des ouvriers de l'IMRO. Mais quelle importance cela pouvait-il avoir, hein ?

Les cadres, tous réunis, seront interrogés sur le vol qui venait d'être découvert car nous les soupçonnions fort d'y avoir été pour quelque chose. Un chouette de silence s'instaura, les cadres mettaient leurs mains derrière leur dos, d'autres les croisaient, certains jetaient un œil de côté car pas très rassurés, nos deux syndicats nous scrutaient, effarés. Ce silence se brisa au moment où le prude et moralisateur Desfontaines avoua : « *Je sais où ils se trouvent, c'est Monsieur Bellanger qui les a chez lui, dans sa résidence de campagne. Je vais aller les chercher immédiatement.* » Comment savait-il que le patron avait commis le vol, cela nous échappera toujours... à moins qu'il ait été tout simplement le complice dans cette affaire, nous on ne veut pas insinuer, loin de là ! Desfontaines ira donc les chercher et aujourd'hui, nous pouvons le lui révéler, tout en étant filé par des copains, qui le suivirent, histoire de voir si le syndic ne nous racontait

pas des contes de fée. Pressé d'en finir avec nous au plus tôt, le syndic reviendra au péril de sa vie car il manquera de se planter la pipe à un carrefour. Malheureusement, notre homme de loi ne nous rapportait que quelques bricoles insignifiantes.

On ne cédait pas : tout devait être restitué et cette exigence mettait les syndicats dans une posture difficile car leur plan de bradage tombait à l'eau, comme ça bêtement. Ricouard s'adressa à Desfontaines et aura ces mots heureux : « *Alors, qu'est-ce qu'on fait ? On leur rend tout ?* » Les cadres se dévouèrent pour aller chercher la totalité des documents exigés par les travailleurs. Pendant que les copains menaient l'enquête et les filatures ; d'autres en profitèrent pour découvrir des indices en examinant le contenu de l'attache-case de Ricouard car cela concernait indéniablement notre avenir. Et en effet, nous trouverons les dossiers d'inscription aux Assedic.

Entre-temps les films tant désirés revinrent à l'IMRO et nous passions à la seconde phase de nos investigations. On vérifiait le contenu du matériel, il manquait quelques documents ainsi que le fichier de la clientèle. Parfait. Cela nous permettait de déposer une plainte pour vol et aujourd'hui encore, les flics cherchent le ou les voleurs. Et une vingtaine de copains marcheront en file indienne, chargés de films, en dévisageant fièrement nos deux syndicats qui étaient effondrés. Ces derniers étaient pressés d'en finir avec nous, la réunion du comité d'entreprise prévue à 9 h se tiendra finalement à 15 h. Cela s'annonçait mal pour eux.

A suivre

Fin du sommet de Camp David : les sionistes massent des troupes aux frontières

A l'approche de la fin du sommet de Camp David, l'armée sioniste a massé des troupes à la frontière avec le Liban et avec la Syrie. Dès vendredi, on signalait la présence de nombreux chars israéliens le long de la frontière entre la Palestine occupée et le Liban, tandis que des hélicoptères transportaient des hommes et du matériel en direction du Mont Hermon. Selon les correspondants dans la région, ces mouvements de troupe sont les plus importants jamais vus dans la région depuis la guerre d'octobre 1973.

Nouvelle opération de la Résistance en Palestine occupée

Deux bombes ont explosées samedi dans un quartier de Jérusalem à quelques minutes d'intervalles, faisant plusieurs blessés. D'après les sionistes, eux-mêmes, on assiste actuellement à une recrudescence des opérations de la Résistance Palestinienne : une trentaine d'attentats depuis le début du mois d'août. Il s'agit de la vague d'attentats la plus importante depuis 10 ans. Malgré tous leurs efforts (perquisitions, quadrillage, encerclement), les services de sécurité ne parviennent pas à intercepter les commandos.

Nicaragua : les villes tenues par les insurgés tiennent toujours

Malgré les affirmations du gouvernement de Somoza selon lesquelles plusieurs villes auraient été reprises par la Garde Nationale, les combats se poursuivent. Léon, seconde ville du pays, et Chinendega, opposent toujours une résistance farouche. A Esteli, les troupes de la Garde Nationale sont en fâcheuse posture. Des combats ont eu lieu également dans la capitale. D'autre part, des unités du Front Sandiniste seraient emparées d'un poste frontalier avec le Costa Rica. A la suite des bombardements effectués par l'aviation de Somoza sur le Costa Rica, le conseil permanent de l'OEA a décidé d'envoyer une mission d'observateurs dans ces deux pays. A Panama, 300 volontaires se sont regroupés pour aller combattre aux côtés du Front Sandiniste ; ce dernier refuse tout cessez-le-feu tant que Somoza n'aura pas démissionné et que la Garde nationale ne sera pas dissoute.

Portugal :

UNE CRISE QUI DURE

La chute du cabinet Nobre Da Costa la semaine dernière n'est que le contre-coup de la crise qui a opposé en juillet le président de la République Eanes au parti socialiste.

En effet, à la fin du mois de juillet, Eanes avait décidé de destituer le premier ministre Soarès, celui-ci ayant perdu le soutien parlementaire du CDS. Le Président de la République estimait que le gouvernement n'avait pas de majorité «stable et cohérente». Le départ de Soares s'était produit dans un climat orageux. Il avait en effet d'abord refusé de démissionner, puis refusé d'expédier les affaires courantes. Le PS avait même

appelé les démocrates à «serrer les rangs pour défendre la République et la démocratie». Ce qui ne manque pas de sel si l'on se souvient que c'est le PS qui a fait élire Eanes en 1976 !

Très vite, il s'avérait que Soares ne voulait pas revenir au gouvernement sur des bases dictées par Eanes. Il n'était pas question bien entendu d'union de la gauche avec le PS, ni de la droite minoritaire. Le 1^{er} août, Eanes, dans un discours, se défendait de jouer un jeu personnel et mettait PS et CDS au pied du mur : ils devaient s'entendre sinon il aurait recours à des élections anticipées.

Devant le refus des partis, le président de la République s'orientait vers ce qu'il appelait un «gouvernement de confiance présidentielle». Il désignait le 9 août, Nobre Da Costa, personnalité très liée aux milieux patronaux. Mais le PS a continué à boudier, refusant d'entrer dans le cabinet Da Costa.

Finalement, au bout de dix-sept jours le cabinet formé par Eanes a été renversé par une motion de censure commune du PS et du CDS. Mais cette opposition commune peut-elle permettre aux deux partis de trouver une base pour former un gouvernement ? Il semble que la lutte pour le repartage du

pouvoir soit âpre, le CDS voulant gagner le maximum de places au détriment du parti de Soares, sachant que celui-ci n'a pas de solution de rechange puisqu'une entente PC-PS est exclue. D'autre part, le PS n'a rien à gagner semble-t-il à des élections anticipées : usé par le pouvoir, ayant dû endosser la responsabilité des dernières mesures d'austérité, il n'est pas du tout sûr de retrouver sa place de premier parti portugais si des élections avaient lieu aujourd'hui. Si Soares a gagné la première manche en laissant le président de la République aller au bout de sa démarche, il n'a pas intérêt à prolonger la crise indéfiniment.

Tremblement de terre en Iran : 15 000 morts

Dans la région de Khoranan, à l'Est du pays, aux confins de deux déserts, a eu lieu dimanche un des tremblements de terre les plus meurtriers de l'histoire d'Iran. Plus de 15 000 personnes sont mortes, des dizaines de milliers sont sans abris dans la ville de Tabas et une quarantaine de villages environnants. Le tremblement de terre est le plus important enregistré cette année : son amplitude atteint 7,7 degrés sur l'échelle de Richter (qui en compte 9). Le nombre très élevé des victimes s'explique par l'heure à laquelle le seisme s'est produit : en début de soirée, où la plupart des habitants était rentrée chez elle.

Mais l'ampleur de la catastrophe ne peut faire oublier la situation politique qui prévaut en Iran : dans une interview à TF 1, le Shah a affirmé qu'en cas de nouvelles émeutes, il ferait appliquer la loi martiale ; il a également indiqué qu'il n'avait pas l'intention de se retirer. D'autre part, un vote de confiance a été voté samedi par le Parlement au cabinet de Chariff-Emani. Dans les milieux de l'opposition, les personnalités menacées par la loi martiale sont rentrées dans la clandestinité. Il semble que l'opposition s'accorde un temps de réflexion pour définir la tactique à adopter face au Shah.

Centre de torture de la SAVAK aux USA

On connaissait déjà les activités répressives de la Savak en Iran. Un journal américain *New York* révèle la liste de 23 diplomates iraniens qui s'occupent

exclusivement de la Savak aux USA. Un accord tacite de la CIA semble acquis à la police secrète iranienne si l'on constate l'étendue de ses activités : infiltration et surveillance des organisations étudiantes iraniennes, pots de vin à des journalistes et des parlementaires. Mais la nouvelle la plus inquiétante est que la Savak avait acquis une propriété dans l'Etat de New York dont elle avait l'intention de se servir comme centre de torture contre les opposants iraniens ; elle a dû renoncer à son projet devant la publicité faite autour de cette affaire.

50 % DE FEMMES AU PARLEMENT ?

Mme B. Gros, proche membre de la famille de JJSS propose que pour le prochain renouvellement du Sénat et de l'Assemblée Nationale, les candidats soient contraints de choisir des suppléants du sexe opposé à leur.

BARRE TOUCHE LE FOND

Selon un sondage France Soir IFOP, jamais la côte de Barre n'a été aussi basse dans l'opinion : 58 % des sondés se déclarent «mécontents ou plutôt mécontents». Barre, lui est toujours aussi content de lui.

7000 MANIFESTANTS CONTRE L'AÉROPORT DE NARITA

7 000 manifestants ont participé dimanche au deuxième rassemblement le plus important de l'année contre l'aéroport de Narita au Japon. Cette manifestation marque le 100^e jour d'une lutte active menée avec les fermiers de la région. 12 000 policiers et gardes privés protégeaient l'aéroport et interdisaient toute entrée aux personnes non munies de billets.

Instantanés

Elle avait plutôt l'air bien, cette cuisinière à gaz, quand on l'avait achetée. Quatre feux, un four assez grand, et puis cet éclat qui ferait donner le bon dieu sans confession à tout appareil ménager.

Enfin, elle n'était pas très chère, ce qui ne gâtait rien. Car dans la famille de celui qui m'a raconté l'histoire qui va suivre, on n'a pas de quoi s'offrir du luxe : la mère tient un bureau de tabac dans un petit village de Provence, au bord du Rhône. Le père, autrefois paysan, puis ouvrier, ne touche plus qu'une maigre pension d'invalidité, depuis un grave accident du travail.

Alors on n'a pas hésité longtemps, on s'est à peine rendu compte de la marque, un nom anglais pas connu du tout, quelque chose comme... Quelle im-

portance, après tout ?

Au bout de quelques mois on a commencé à s'inquiéter. Il n'est pas anormal que les plaques des brûleurs noircissent au contact des flammes. Mais là, c'était différent. On avait déjà remarqué que le métal paraissait léger quand on prenait les plaques pour les nettoyer. N'était-ce pas le progrès, un alliage ultra-léger...

Non, ce n'était pas le progrès. Ce métal n'était qu'une fiche camelote qui semblait avoir été prévue pour tout, sauf pour résister à la chaleur. Bref, il fallut se rendre à l'évidence : les plaques et les brûleurs se consumaient petit à petit comme

la mèche d'une chandelle. Bientôt ils n'eurent pratiquement aucune efficacité : certains feux n'arrivaient pas à s'allumer, d'autres laissaient échapper de longues flammes qui venaient lécher le haut des casseroles. Un vrai danger, quoi !

Changer les brûleurs après dix huit mois d'utilisation, c'était tout de même énorme !

Quand on est retourné au magasin on a eu une deuxième surprise, encore plus mauvaise : le vendeur déclara que le fabricant avait fait faillite — et qu'en conséquence, il n'avait aucune pièce de rechange pour cette marque — On a eu beau insister, le vendeur n'en démordait pas : il

faut changer de cuisinière !

Du coup, on est allé à Nîmes, dans un autre magasin une grande surface, où on a passé commande d'une marque italienne présentée en promotion.

Le vendredi suivant, les livreurs devaient l'apporter. On les a attendus toute la journée. Vers le soir on s'est tout de même décidé à téléphoner : «Qu'est-ce qui se passe ? On n'en a plus en stock, vous comprenez, les vacances... Attendez encore un mois, ou alors passez en choisir une autre...»

Stupeur, colère, un bouillonnement d'insultes qui montent à la gorge. Pas question d'attendre plus longtemps avec cette cuisinière lance-flamme !

On a foncé au magasin dès le lendemain matin. Pas un mot d'excuse de la part du vendeur ! On a choisi un modèle à peine plus cher que le précédent et exigé de payer le même prix. Les responsables allaient de l'un à l'autre.

Cette fois, on a rapporté tout de suite notre cuisinière à la maison.

On croyait être au bout de nos peines.

Mais quand, après avoir branché la bouteille de butane, on a allumé les feux, on a eu une sacrée déception : les brûleurs étaient mal réglés. Le vendeur avait omis de préciser que la cuisinière était prévue pour le gaz de Lacq.

Il ne restait plus qu'à faire régler les brûleurs...

Claude ANCHER